IIme DIVISION. — LES PRÉCEPTES.

Il s'agit maintenant de diriger l'homme dans l'exercice des facultés morales que nous lui avons reconnues, et de lui apprendre à conformer sa conduite aux vues de son créateur. Nous allons parler des devoirs.

Les devoirs, selon les Stoïciens eux-mêmes, se mesurent sur les rapports *. Ainsi leur fameux axiome : *omnia peccata sunt paria*, était mauvais, puisque le mérite ou la faute doivent croître en raison du nombre des rapports qu'on observe ou qu'on néglige. Voilà pourquoi le parricide est un crime beaucoup plus monstrueux que l'homicide ordinaire.

Le moraliste doit donc classer les devoirs d'après les rapports ; mais il faut avouer que la tâche est difficile. Quelle que soit la division qu'on adopte, elle sera nécessairement défectueuse, parce qu'elle présentera séparé ce qui est toujours uni. L'homme de la famille est en même-temps l'homme de l'état, l'homme de l'humanité : l'homme seul, toujours seul, sans rapports avec ses semblables et par conséquent sans devoirs envers eux, est un être inimaginable, une

* Τὰ καθήκοντα, ὡς ἐπίπαν, ταῖς σχέσεσι παραμετρεῖται. Epictète.

hypothèse contre nature. Nous ne signalerions pas cet inconvénient s'il n'existait que dans le rapprochement des théories et des faits : mais ici la science pratique en peut souffrir : les devoirs de patriotisme par exemple modifient les devoirs de famille. Il est donc impossible de ne pas faire continuellement rentrer les divisions les unes dans les autres. D'un autre côté, composer la science sans divisions nous semble une faute beaucoup plus grave. De deux maux nous choisirons donc le moindre; et d'après le même principe, nous adopterons la division qui nous a paru la moins mauvaise. Nous regrettons d'être forcé d'ajouter que ce n'est pas la plus usitée *.

L'état de l'homme moral étant fort compliqué, nous prendrons la marche analytique, partant de la situation la plus simple pour arriver à la plus composée. L'homme seul, l'homme en famille, l'homme en société, comme homme et comme citoyen; tel sera l'ordre que nous allons suivre, et que nous indiquerons par ces titres : *morale individuelle; morale domestique; morale sociale*. Nous comprendrons du reste dans ce cadre toutes les questions qui se présenteraient dans un autre. Nous prions cependant

* On donne ordinairement à nos devoirs la division suivante : Devoirs envers Dieu, envers la société, envers nous-mêmes.

Nous n'avons pas de devoirs envers nous-mêmes; ou bien le sens du mot *envers* change complètement du second titre au troisième. C'est, selon nous, un grand défaut en logique.

le lecteur de se souvenir que nous allons travailler sur trois abstractions, et de ne pas s'inquiéter si des considérations prises dans les trois sections à la fois se mêlent de temps en temps à celle que nous lui mettrons sous les yeux. Nous souhaitons de tout notre cœur un ordre plus parfait que le nôtre : mais nous n'osons l'espérer ; et dans l'impuissance de le trouver nous-même, nous avons cru devoir nous contenter de celui-ci.

Ire SECTION. — MORALE INDIVIDUELLE.

« Aimer Dieu par-dessus toutes choses, et le prochain comme soi-même. » Telle est la loi chrétienne. Remarquez que le divin législateur n'a pas dit : « Aimez-vous vous-mêmes. » Il s'en rapportait à la nature de l'homme, à la nécessité instinctive. L'amour de soi, dans la morale, n'est pas un devoir, c'est une règle. Ou nous n'entendons pas le précepte que nous venons de citer, ou il signifie : « Aimez vos semblables : voulez-vous savoir comment ? Consultez-vous, voyez comme vous vous aimez vous-mêmes. »

Si l'homme, que nous supposons seul, devait toujours l'être ; s'il n'était pas appelé à prendre rang dans la société de ses semblables, on ne pourrait lui

prescrire aucun devoir : tout au plus aurait-il à remplir quelque obligation envers son Créateur, en supposant qu'il parvînt à le connaître. Quant à ses facultés, elles s'exerceraient par le fait, mais aucune loi n'en réglerait l'exercice. On n'a pas besoin de dire à l'homme : fais ton bonheur. Il est ridicule de lui dire : c'est ton devoir d'être heureux.

Tous nos devoirs, même individuels, ont donc un but social : et nous trouvons dans ce fait une preuve de plus de la sagesse divine. La Providence a voulu le bien de tous, puisqu'elle a voulu que l'intérêt personnel lui-même, l'égoïsme, qui par nature tend à s'isoler, ne trouvât satisfaction complète que dans ce qui fait l'ordre et le bonheur général.

C'est dans cette vue que nous allons considérer la morale individuelle.

L'homme a des devoirs comme créature, comme être intelligent et moral. Les premiers ont Dieu pour objet; encore, comme on va le voir, la société en réclame-t-elle sa part. Les autres sont tout pour elle.

CHAPITRE PREMIER.

DEVOIRS DE L'HOMME COMME CRÉATURE.

« DIEU nous a faits pour le connaître, l'aimer, et le servir, » nous apprenait autrefois notre catéchisme. Nous n'avons rien de mieux à dire à ce sujet.

1° Le connaître : toute intelligence qui peut y parvenir, doit diriger ses études vers ce but.

On sait ce que nous entendons par connaître Dieu : ce n'est autre chose que se connaître soi-même; car pour l'essence de l'être infini, elle est aux yeux de tout autre que lui un mystère plus ou moins accessible, mais qui n'est sans voiles que pour lui seul. Interroger sa propre nature, rechercher son origine, et deviner sa destinée, tel est sans contredit le premier devoir de la créature douée du merveilleux pouvoir que nous avons appelé *réflexion*. Quel est l'homme, aussi stupide qu'il vous plaira de l'imaginer, qui ne s'est jamais demandé le secret de sa vie, la cause de sa naissance? Quel est l'homme qui n'a pas songé à son dernier comme à son premier jour ? Il y a dans cet instinct de curiosité, dans ces inquiétudes de l'être qui compte les heures du passé et suppute celles de l'avenir, comme une voix secrète qui dit toujours : « Cherche, et tu trouveras : appelle la vérité, elle viendra. » Je vous

le demande, quel devoir prescrire aux autres, et s'imposer à soi-même, raisonnablement, si l'on n'a pas commencé par celui-là ? Obéis-moi, dit le père à son fils. Et pourquoi? Apprends, travaille, reste immobile sur des livres, écoute, écoute long-temps; répète le maître à son élève. Et pourquoi? Plus tard, on viendra lui ordonner de servir son pays, lui défendre de nuire à ses semblables : puis il faudra fatiguer, user la moitié de sa vie, le bon temps de la jeunesse, celui où l'on voudrait jouir parce qu'on saurait être heureux, pour assurer la tranquillité d'un âge qu'on ne saura plus employer, qu'on n'atteindra peut-être jamais : car ainsi va le monde. Et pourquoi tout cela? Comme cette manière de dépenser l'existence doit paraître ridicule à celui qui n'a jamais su regarder en face sa destinée, qui n'a jamais élevé sa pensée vers l'auteur de toutes choses!

Encore si l'on était seul, on pourrait dire : J'y ai songé, et je n'ai rien découvert (quoique tout dans le monde soit plein de cette idée). Mais au milieu d'une société civilisée, où la question s'agite de toutes parts, où l'on peut la lire sur tous les monumens, dans tous les livres, l'entendre dans toutes les conversations, dans toutes les leçons, où elle pénètre, pour ainsi dire, par tous nos sens à la fois, conçoit-on l'homme assez indifférent pour passer outre, et s'occuper profondément des vanités de la vie? Ne semble-t-il pas voir cet amateur de tulipes que La Bruyère nous représente *planté* au milieu de ses fleurs, auprès desquelles il passe sa journée entière :

« Dieu et la nature sont en tout cela ce qu'il n'admire point : il ne va pas plus loin que l'oignon de sa tulipe, qu'il ne livrerait pas pour mille écus, et qu'il donnera pour rien quand les tulipes seront négligées et que les œillets auront prévalu. Cet homme raisonnable, qui a une âme, qui a un culte et une religion, revient chez soi, fatigué, affamé, mais fort content de sa journée : il a vu des tulipes. »

Ainsi s'en va l'homme que le monde appelle heureux : il vieillit, il meurt épuisé de travaux, miné par de longues inquiétudes, mais fort content de sa vie : il a amassé de l'argent.

Oui, le premier, le plus important devoir de la créature raisonnable, c'est de chercher à connaître ce qu'elle est, d'où elle vient, où elle va, c'est-à-dire, la cause, la loi de son existence, Dieu enfin, car c'est là tout ce qu'il nous est donné de savoir sur cette idée sublime.

2° L'aimer. Il y a deux obligations dans ce mot. Etre essentiellement perfectible, l'homme doit aimer la perfection infinie, le souverain bien : créature entourée, remplie des bienfaits de la Providence, l'homme doit aimer le bienfaiteur, l'être souverainement bon. Vertu et reconnaissance, voilà ce que nous entendons par l'amour de Dieu. Le premier de ces devoirs est l'œuvre de la raison, le second l'œuvre du cœur. Il y a dans celui-ci quelque peu d'égoïsme : il est difficile d'aimer qui nous fait du bien sans en espérer encore ; l'autre au contraire n'est que l'amour de l'ordre, le respect pour ce qui doit être, pour ce

qui est. C'était la base du stoïcisme, qui défendait d'aimer autre chose que le bien, la loi : amour tout rationnel, comme on voit, tout idéal, sentiment trop fort pour l'homme, quand il n'est pas appuyé sur l'autre. Aussi le dieu de Zénon n'avait-il que puissance et sagesse : être bon, c'était, selon lui, être faible : humanité, compassion, tendresse, il proscrivait toutes les affections; il fallait faire le bien, parce que c'était le bien, comme l'Être suprême voulait l'ordre, parce que c'était l'ordre. Cette doctrine, si fastueuse, si sublime en apparence, inspirait l'orgueil, et conduisait à l'égoisme, tout en paraissant le proscrire.

Il est inutile d'insister sur les motifs des devoirs dont nous parlons. Les perfections infinies de la Providence sont prouvées, et ses bienfaits sont évidens. Il est inutile de démontrer que l'amour de Dieu entraîne nécessairement la crainte de désobéir à sa loi, la confiance dans ses promesses, et la résignation à ses volontés.

3° Le servir. Cette expression, dans le livre que nous avons cité, embrasse toute la morale; et il est évident que tous nos devoirs doivent aboutir à Dieu comme à notre fin dernière. Mais ici nous prenons ce mot dans un sens plus restreint : il signifiera seulement le culte que toute créature raisonnable doit à son Créateur.

Ce culte se compose de deux élémens : l'adoration et la prière. Il est intérieur ou extérieur.

Adorer, c'est élever sa pensée vers l'infini, se pé-

nétrer de ses grandeurs, faire au Tout-puissant l'aveu de ses misères, à celui qui sait tout l'hommage du peu qu'on a eu le bonheur d'apprendre ou de découvrir; c'est en un mot reporter vers leur source tous les biens dont on jouit, tous ceux dont on espère jouir.

Prier, c'est remercier et demander.

L'un n'est guère possible sans l'autre : il est aussi naturel d'implorer des bienfaits qu'il est juste de témoigner sa reconnaissance pour ceux qu'on a reçus. Toutefois on conçoit une action de grâces sans demandes nouvelles : on ne conçoit pas de demandes sans actions de grâces.

Dire qu'il faut remercier la Providence de ses bienfaits, c'est dire ce qui n'a pas besoin de preuves.

Mais on a contesté à l'homme le droit de solliciter les bontés de son Créateur. Des sophistes et même des sages ont argumenté contre cette partie de la prière. On peut ramener au dilemme suivant toutes les objections qui se sont élevées à ce sujet.

— Ou Dieu a résolu de vous donner ce que vous lui demandez, ou il a résolu de ne pas vous le donner. Dans le premier cas la demande est inutile, dans le second elle est impie.

— Sans doute il a résolu l'un ou l'autre. Mais si nous posons en fait principe la volonté de Dieu, il faut poser aussi l'ignorance où nous sommes de cette volonté. Or, de ces deux principes, lequel doit régler notre action ?

Dans cette ignorance des décrets éternels, il ne

peut y avoir impiété à demander. L'impiété consisterait à demander le contraire de ce qu'on sait devoir être. Ainsi toute prière qui a pour objet quelque chose d'immoral ou de nuisible à la créature, est condamnable, parce que nous *savons* que Dieu veut l'accomplissement de la loi, et le bonheur des êtres. Vous en concluerez, si vous voulez, qu'il faut demander fort peu de chose : que non seulement l'assassin est coupable quand il fait bénir son poignard ; qu'il est coupable aussi celui qui croit intéresser la souveraine sagesse aux succès de son ambition, de sa cupidité, de ses folles passions. Mais quel homme de bon sens oserait blâmer un fils de prier pour la guérison de sa mère, un homme de bien d'implorer les lumières qui lui manquent et la force dont il a besoin pour se soutenir dans la pratique de ses devoirs ? Dieu, dira-t-on, ne peut pas condescendre à ces vœux de l'amour filial, car toutes les mères seraient immortelles : il ne doit pas venir au secours de l'homme sage, car il lui a donné, dit Rousseau, la conscience pour aimer le bien, la raison pour le connaître, la liberté pour le choisir. Nous répondrons pour le premier cas, que la prière n'est méritoire, n'est raisonnable, qu'autant qu'elle est accompagnée d'une résignation profonde à la volonté de Dieu : *fiat voluntas tua.* A cette condition, où serait l'impiété ? Pour le second, nous renverrons à ce que nous avons dit au paragraphe de la liberté sur l'influence extraordinaire de ces idées soudaines, de cette force supérieure qui nous surviennent on ne sait

comment, et qu'il doit être bien permis de demander, puisqu'il est si naturel de les attendre.

La prière n'est pas plus inutile qu'elle n'est impie, puisque nous ignorons les volontés divines. Qui vous assure qu'elle n'entre pas comme condition dans le bien qui vous était destiné? car, faite dans des vues de sagesse et d'équité, elle est toujours une bonne action, et dans la science éternelle, toutes nos bonnes actions sont comptées comme des titres aux bienfaits de la Providence.

Enfin, une des plus fortes raisons pour prier, c'est qu'il est naturel de le faire. Il n'est pas de cœur si endurci qui n'ait senti quelquefois le besoin d'un appui supérieur, pas d'intelligence assez obscurcie par les préjugés qui n'ait, dans une situation critique, abjuré d'orgueilleux sophismes pour s'humilier devant l'intelligence infinie, et demandé quelque secours, quelque grâce, avec candeur, avec foi, comme demandent les enfans, les hommes simples, les sages.

Demandez donc, mais peu, mais rarement, parce que dans vos innombrables désirs, il en est un fort petit nombre d'assez purs pour s'élever vers les régions supérieures. Remarquez que l'église chrétienne, malgré la multitude de ses prières, sollicite fort peu de grâces : elle chante les louanges de Dieu, elle adore, elle bénit, elle remercie : expansive, diffuse même dans ses cantiques, dans l'expression de nos douleurs comme dans celle de notre reconnaissance, elle n'offre à celle de nos vœux que des formules très-laconiques. « Une vie innocente et

tranquille, exempte du vice, des pénibles besoins, la mort des justes et leur sort dans l'avenir ». Voilà ce que demande le chrétien, ce que demandait (car ce sont ses propres mots) Rousseau lui-même, qui blâmait la prière.

A ce culte intérieur, le seul nécessaire pour communiquer avec la Providence, se joint un culte extérieur, comme à la pensée s'unissent les signes du langage.

Ce culte est naturel, car nous n'avons pas un sentiment, pas une idée qui ne tende à se manifester au dehors.

Il est nécessaire, dans l'intérêt de l'individu qui, sans un signe déterminé auquel se rattache sa prière, serait bien aisément distrait de l'hommage qu'il rend à son créateur. Ainsi nul doute qu'il soit possible, permis d'élever sa pensée vers Dieu en quelque position qu'on veuille choisir : mais s'il est des attitudes pour le respect filial, pour les bienséances mêmes que la société commande, pourquoi n'y en aurait-il pas pour l'adoration ?

Quelles doivent-être ces attitudes, quelle sera le langage du culte? nous n'avons rien à prescrire à ce sujet dans les rapports de l'homme à Dieu seul. Mais si l'on considère que l'objet du culte extérieur est beaucoup moins l'intérêt de l'individu que celui de la société ; que l'idée de Dieu, les devoirs qu'elle impose, sont les bases de toute législation, de toute moralité sociale; on reconnaîtra sans peine que les signes de ces hautes pensées doivent attirer l'attention

du législateur : qu'il importe de régler le culte extérieur bien autrement que de régler l'étiquette des cours et le code des préséances : que par conséquent une des premières obligations de l'individu, quand il songe à ses semblables, c'est de se conformer à leurs rites et à leurs pratiques; qu'il serait tout aussi absurde de venir prier debout ou assis, le chapeau sur la tête, au milieu d'une foule découverte et prosternée, que de se présenter dans un cercle, en bonnet de nuit, robe de chambre, et pantouffles, ou de prendre avec ses doigts, quand on dîne, ce que chacun prend avec sa fourchette.

Au reste, nous n'avons pas besoin de nous arrêter sur ces devoirs secondaires. Le sage, le croyant, les observeront comme conséquences de leurs doctrines : quant à l'homme léger, à l'incrédule, c'est pour lui affaire de police, étrangère à nos leçons. Nous avons bien d'autres choses à lui apprendre, et si nous l'amenons jusqu'ici, il ne nous contredira plus sur ce chapitre.

CHAPITRE II.

DEVOIRS DE L'HOMME COMME ÊTRE INTELLIGENT.

L'INTELLIGENCE dans l'homme n'est qu'un moyen : il n'est pas né pour connaître, mais pour agir : son but n'est pas la science ; c'est, ici-bas, l'accomplissement des devoirs, et dans l'autre vie, le bonheur. Il faut donc n'employer le moyen qu'en songeant au but, comme pour bien se servir d'un instrument, il faut en connaître l'usage.

Mais ce moyen lui-même est composé de diverses puissances qui toutes réclament notre examen, toutes un exercice particulier : imagination, mémoire, raison, réflexion, sont des facultés bien différentes, et qui, pourtant, ayant même origine, doivent avoir même destination : c'est de leur harmonie, de l'équilibre établi entre leurs forces que doit résulter la vigueur de l'intelligence, et son aptitude à seconder la moralité.

Ce n'est pas tout : la pensée, unie à la matière, se trouve enchaînée dans les liens d'une organisation fort compliquée, dont le bon état facilite ses travaux, dont le dérangement au contraire porte le trouble dans ses facultés : *mens sana in corpore sano*. Nouvelle étude à faire, nouvel exercice à régler, nouvelle harmonie à établir.

Voyez ces deux hommes : l'un ne s'inquiète ni du passé, dans lequel il trouve peu de souvenirs, ni de l'avenir, dont il craint, dont il espère peu de chose; il ne s'occupe pas des mystères du gouvernement, des principes sur lesquels repose la société, des théories qui la dirigent : des sciences, il ne connaît que ce que la nature, c'est-à-dire l'instinct, enseigne à tous les hommes; des arts, que ce qu'il doit à l'habitude du petit nombre de besoins qu'il satisfait chaque jour. Dans le dictionnaire de sa langue nationale, on ferait à peine quatre ou cinq feuillets des mots qu'il comprend. Il ne sait ni lire ni écrire. Mais il sait parfaitement soigner ses chevaux, conduire sa charrue ; mais ses forces musculaires, doublées par un long exercice, le rendent capable de soulever les plus lourds fardeaux, de supporter les plus grandes fatigues, de braver les plus violentes attaques. Il rit des menaces d'un ennemi comme des rigueurs de la température. Son œil est sûr, sa voix sonore, sa poitrine large, son estomac vigoureux. Corps bien constitué, esprit nul; brave homme du reste, car il ne fait de tort à personne : il est même charitable, parce que son curé lui a dit que c'était bien de l'être. Il croit en Dieu, sans savoir ce que signifie ce mot, comme il porte ses contributions au percepteur, sans rien comprendre au budjet.

L'autre médite, et digère mal : voilà sa vie. Dès son enfance, il a pâli sur des livres : un monde d'idées factices tourbillonne dans sa pensée. Ses yeux, toujours fixés sur de petits caractères, à très-courte

distance, ont besoin de verres pour distinguer au loin. Ses nerfs, qu'un exercice continuel a rendus d'une extrême susceptibilité, s'irritent et souffrent à la moindre variation dans l'atmosphère. Les alimens substantiels lui pèsent : il ne sait comment vivre, car les rafraîchissans l'affaiblissent, et les toniques l'échauffent : le repos l'engourdit, l'exercice le fatigue. Le plus léger dérangement dans son sommeil, dans ses repas, dans l'air qu'il respire, est le signal d'une maladie. Mais sa pensée s'est élevée vers le Créateur; il a voulu sonder les abîmes de l'infini : il a demandé compte à la raison humaine de ses principes, de son action, de toutes ses puissances, de toutes ses découvertes : aucune science si profonde qu'il n'ait pénétrée, aucun art si brillant, si compliqué dont il n'ait voulu connaître les secrets. peut-être lui-même ne fait-il rien, mais il sait comment on fait tout. Son vocabulaire est immense, et il serait beaucoup moins surpris d'un phénomène qu'il n'aurait jamais vu, que d'un mot qu'il ne pourrait comprendre. Esprit vaste, corps débile; honnête homme aussi, car il sait pourquoi il ne faut nuire à personne, pourquoi il faut se rendre utile : et son unique tort envers lui-même, c'est de préférer l'air de son cabinet à celui des champs; envers sa famille, d'envoyer de trop bonne heure ses enfans au collége; envers l'état, de trop parler, de ne pas agir assez.

Lequel de ces deux individus a le mieux compris

sa nature, et accompli ses devoirs ? Lequel est le plus homme ? choisissez.

Ou plutôt ne choisissez pas, car tous deux sont coupables, tous deux se trompent. Tous deux laissent dépérir, à leurs dépens, un bienfait de la Providence. Les facultés de l'esprit, les ressorts de l'organisation ne marchent pas sans aides : l'homme n'est pas une machine que Dieu dirige : c'est un être actif chargé de concourir avec la nature à l'œuvre du créateur. Les mystères de la vie, comme ceux de la pensée, s'accomplissent à notre insu, sans doute, mais il dépend de nous d'en maintenir ou d'en troubler l'harmonie. L'homme donc qui sent, qui comprend sa mission, l'homme qui veut remplir ses devoirs, doit exercer son intelligence, en songeant à sa moralité, et soigner ses organes, en songeant à son intelligence.

§. 1. *Soin des organes.*

Nous venons de poser le principe de ce devoir, et la règle qui doit présider à son accomplissement. Entrons dans quelques détails.

Point d'excès : voilà la première condition que nous impose le soin de nos organes, le premier principe d'hygiène qu'il faille donner à tout le monde. Or, tout le monde peut le comprendre et s'y conformer, car nous portons en nous un guide qui ne nous trompe jamais à cet égard, la conscience. Au lit, à table, à la promenade, au travail, il faut

l'écouter quand elle dit : assez. Et elle le dit inévitablement quand la fatigue arrive, quand le désir semble s'éteindre. Malheur à celui qui stimule ses organes pour leur demander un plus long service, ou les engourdit pour en obtenir un plus long repos! L'abus porte avec soi sa peine, et une peine active, prochaine, car la sagesse du Créateur a voulu que le mal dans ce cas suivît immédiatement l'infraction de la loi, afin d'ôter à l'homme l'excuse d'imprévoyance. Trop de sommeil; engourdissement, somnolence : veille trop prolongée; insomnie : débauche de table; indigestion.

> Namque inamarescunt epulæ sine fine petitæ,
> Illusique pedes vitiosum ferre recusant
> Corpus.

Fuyez donc les excès en tout : abstenez-vous de fatiguer un organe, de le développer même aux dépens de tous les autres. Vous l'irriterez, vous l'userez avant le temps, et quand il ne pourra plus vous être utile, les autres, engourdis par une longue inaction, n'auront plus le ressort nécessaire pour vous rendre le service que vous attendiez d'eux. Ainsi l'homme sédentaire, soit qu'il fatigue son cerveau par la pensée, ou son estomac par la nourriture, quand vient l'époque où tout travail le rend malade, celle où tout aliment l'étouffe, si son médecin lui recommande l'exercice et la promenade, n'a plus de jambes pour marcher, de poumons pour aspirer un air libre et pur, parce qu'il n'a plus, grâce à l'habitude du re-

pos, que des muscles sans souplesse, une poitrine sans énergie. Il lui faut des voitures à coussins moelleux, à soupentes flexibles, une nacelle qui glisse doucement sur une eau paisible : encore craint-il la fraîcheur du matin, l'ardeur du midi, les piquûres des insectes, et l'éclatante lumière du jour. Il lui faudrait un monde fait pour lui seul, parce qu'il n'a pas su se faire pour le monde.

Il en est de même de celui qui exerça les forces musculaires aux dépens du système nerveux. Il sait bondir comme un lion, grimper aux arbres comme un singe, ou plonger sous les rivières comme un brochet : mais à quoi pense-t-il ? que vient-il faire dans la société de ses semblables ? qu'a-t-il à leur dire, quand il a raconté sa chasse du matin, son combat de de la veille ? rien ; il s'endort. Excellent manœuvre, sot électeur, il ferait mieux de fabriquer l'urne que d'y déposer son vote. Il ne voit dans nos monumens que des masses de pierre, dans nos tableaux que des couleurs, et dans nos livres que des feuillets couverts de basane ou de maroquin. C'était un pauvre homme qu'Hercule, quoiqu'il ait étranglé le lion de Némée, séparé des montagnes, et nettoyé les écuries d'Augias.

Aussi voyez l'horrible difficulté qu'éprouve le robuste habitant de nos campagnes, lorsque l'ayant appelé sous les drapeaux, vous voulez lui apprendre à lire. C'est un travail beaucoup trop compliqué pour son faible cerveau, il aimera cent fois mieux emporter une redoute qu'assembler des syllabes.

Exercez donc également tous vos organes, pour avoir à votre disposition toutes les ressources de la pensée. Mais ici commence un ordre de devoirs qui demande quelque attention ; car il ne s'agit plus seulement d'écouter la voix de sa conscience pour s'abstenir, il faut étudier pour agir, et apprendre à connaître son organisation pour la diriger à son gré.

Le γνωθι σεαυτον est juste au physique comme au moral : c'est le meilleur préservatif contre les erreurs des charlatans, comme c'est une garantie contre les sophismes ; et les sages médecins recommandent cette étude aussi bien que les vrais philosophes.

Observez votre tempérament : les mêmes exercices ne conviennent pas à tous, non plus que les mêmes alimens, non plus que les mêmes localités. Tous ont besoin de mouvement, car le mouvement c'est la vie. Mais le tempérament bilieux, dans lequel toutes les fonctions s'exécutent avec rapidité, réclame un exercice lent et modéré : des mouvemens continuels, vifs, violens même quelquefois, un grand développement musculaire conviennent au lymphatique, naturellement enclin à l'indolence, à l'apathie. Le tempérament sanguin, dans lequel la vie surabonde, et semble se concentrer dans le système nerveux, exige de fréquens exercices, une agitation extérieure perpétuelle, mais sans violence, sans efforts musculaires : ce n'est pas pour les hommes de cette espèce qu'on a inventé les voitures, les lits de repos, les gondoles : qu'ils marchent, qu'ils aillent à cheval ou dans des charrettes, s'il le faut ; qu'ils s'agitent jusqu'à la

sueur, qu'ils appellent au-dehors cet excès de force qui les domine et les use en-dedans. Nous leur conseillons la fatigue comme au bilieux le repos : nous leur défendons les boissons excitantes comme nous les ordonnons aux lymphatiques. Nous les chassons de leur lit, de leur cabinet, de leur salon, dans les champs, dans les bois ; nous leur disons : travaillez, pensez, exercez le cerveau, mais en marchant, mais en exerçant les jambes : et surtout, quand vous aurez assez médité, songez à votre estomac, et ne songez qu'à lui ; plus de livres, plus de rêveries scientifiques ou littéraires, plus d'affaires qui tourmentent, qui fatiguent. Reposez-vous, causez, jouez avec des enfans, dissipez toute idée sérieuse, en attendant l'heure du sommeil, que surtout vous ne devez pas reculer dans la nuit, car les premiers rayons du soleil doivent vous éclairer debout, respirant l'air pur du matin, avant de reprendre vos travaux de la journée.

Cette étude une fois faite, profitez-en ; craignez les séductions de l'exemple et sachez résister quand il le faut. Réglez vos travaux et vos plaisirs sur vos besoins, sur vos forces, et non point sur le désir d'imiter, sur la crainte de déplaire. Puis choisissez le temps de vos exercices : jamais de fatigue musculaire pendant la digestion : dans l'homme sain, ce travail intérieur exige une douce promenade, une conversation facile à suivre, les mouvemens réguliers et cadencés de la marche ou de la lecture à haute voix ; dans un corps affaibli, le repos, l'immobilité,

mais non pas le sommeil. Jamais d'exercices actifs dans un espace étroit, ou dans l'air humide de la nuit. C'est après le travail du cerveau, c'est avant celui de l'estomac qu'il est bon de courir, sauter, monter à cheval. Ce dernier exercice surtout, mélange d'action et de repos, convient à tous les tempéramens : il en est de même de la natation, qui développe les forces sans les dépenser, à cause du milieu dans lequel on s'agite. Heureux celui qui peut disposer à son gré des divisions du temps, des momens du travail et du repos! Heureux celui qui possède l'*auream mediocritatem* assez pour échapper aux exigences du grand monde et aux impérieuses nécessités du travail qui fait vivre! Mais après tout, quel est l'état sans compensations? quel est l'homme qui n'a pas une heure à lui? Le pauvre a, comme le riche, son sommeil, son pain, l'eau du fleuve, l'air de la campagne, sa place au soleil. Si au lieu de tendre la main dans nos sales carrefours, le mendiant avait le courage de travailler à la terre, il aurait plus de santé, moins de vices. Car les souillures du corps ne tardent jamais à corrompre l'âme; soyez sûr que l'homme négligé dans sa personne l'est toujours dans sa conduite.

Enfin ce qui rehausse à nos yeux l'importance des soins que le corps exige, c'est qu'appelé au titre de père, et par conséquent aux fonctions d'instituteur, l'homme ne saurait apprendre de trop bonne heure à diriger sa propre santé, puisqu'un jour il sera responsable de celle d'un autre, et que dans cette partie de l'éducation, comme dans toutes, l'exemple sera

plus puissant que les préceptes. Etudiez donc la physiologie dans les livres, dans l'expérience des sages, et surtout en vous-mêmes, et sachez profiter de vos découvertes comme de leurs leçons.

§ 2. *Exercice de l'intelligence.*

Toutes nos facultés sont bonnes, utiles; Dieu n'a rien fait en vain : n'en laissons donc dépérir aucune, car elles se prêtent un secours mutuel.

Habituons-nous de bonne heure, exerçons-nous fréquemment à soutenir notre attention : cette opération, avons-nous dit, est la plus simple de toutes, et renferme le secret des autres. Quelque puissante que soit en nous la faculté d'abstraire, elle s'use bien vite, faute d'aliment. La solitude, la méditation sont des moyens excellens de l'entretenir : rien de plus funeste à l'esprit que la dissipation ordinaire de la société : il n'y a pas jusqu'à cet échange continuel d'idées, même entre les habiles, même sur de graves sujets, qui n'ait son inconvénient pour la pensée. L'homme de génie fuit habituellement le monde; il y perdrait sa force : et c'est peut-être son isolement qui lui donne tant d'avantage quand il paraît au milieu de ses semblables. Il est maître de tous les esprits parce qu'il est maître du sien. La conversation est une sorte d'anarchie, où chacun, régnant à son tour, ne règne qu'un moment, et tombe à chaque instant dans un nouvel esclavage. Nous devons n'en faire qu'un délassement, quand elle est frivole,

qu'un moyen d'instruction, quand elle est sérieuse ; mais gardons-nous d'y dépenser toute notre vie, toute l'activité de notre esprit : éparpiller ses idées, c'est détruire la force qui les produit.

Nous saurons donc, même dans l'existence la plus agitée, la plus mobile, nous réserver des lieux de retraite, des points de repos pour nous recueillir, et penser seuls à un seul objet. Songeons que l'attention, c'est la volonté, que la volonté, c'est l'homme tout entier; et que celui qui écoute tout, parle de tout et vit avec tous, finit par ressembler à tout le monde, et n'est plus lui-même.

Par la même raison, exerçons notre jugement : habituons-nous à ne voir dans les rapports que ce qu'ils sont, non ce que le langage ou la société nous les présentent. Pour arriver à cette heureuse indépendance, gardons-nous de n'écouter qu'un avis, de ne voir qu'un côté des objets. Ce n'est point exercer son jugement que de lire tous les matins le même journal, de fréquenter continuellement les mêmes personnes, de faire tous les jours la même chose. Peu d'habitudes : les habitudes altèrent la liberté, en tournant sans cesse les pensées du même côté. Laissons la routine aux esprits faibles, les idées fixes aux orgueilleux : le sage doit savoir changer d'avis, quand il en trouve un meilleur, accorder son estime à celui qui s'amende, la retirer à celui qui se déshonore. Arts, sciences, intérêts civils ou domestiques, politique, littérature, viennent continuellement jeter des procès, des questions à résoudre, au pied

du tribunal ou siége la raison. Qu'elle sache conserver l'impartialité du magistrat, et surtout ne quitte pas son siége, pour se jeter, comme une folle, au milieu des partis qui la tirailleraient de toutes parts. Son rang est difficile à maintenir, sans doute; mais avant de s'élever à la dignité de son caractère, le magistrat a bien long-temps étudié les lois, comparé les textes, discuté les avis des jurisconsultes : il sait juger, parce qu'il a confronté des milliers de jugemens souvent contradictoires. Ecoutez donc long-temps aussi les avis opposés : faites-vous lentement vos opinions personnelles; mais surtout, bien loin de les lancer comme d'irrécusables arrêts, préparez-vous toujours à les modifier, à les changer peut-être, car qui peut se flatter d'en savoir assez pour ne plus apprendre, d'être assez résolu pour ne jamais se contredire? C'est donc ici, comme partout ailleurs, entre deux écueils qu'il faut passer. Ordinairement nous nous heurtons contre tous deux : d'une part, nous ne jugeons pas assez par nous-mêmes : de l'autre, nous décidons de tout comme si nous avions tout découvert. Nul doute que ces excès dépendent l'un de l'autre, et que plus de solidité dans nos jugemens amènerait plus de circonspection dans notre langage : car celui qui sait beaucoup, est convaincu qu'il est bien difficile de savoir; il décide peu, parce qu'il est bien moins confiant dans ce qu'il connaît qu'épouvanté de ce qu'il ignore. Respectez le silence d'un homme pareil, quand vous avez le bonheur de le rencontrer : mais s'il affirme, croyez à sa parole, car

il n'affirme qu'à coup sûr. Par exemple, dans votre intérêt, pas de présomption devant lui ; il vous prendrait en pitié : ne soyez pas la dupe de sa réserve, quand il se dispense de combattre vos opinions hasardées : il ne se tait que pour vous engager à vous taire.

Ne vous contentez pas des rapports qui s'offrent à vous : essayez-vous souvent, et long-temps, à supposer les faits avant de les connaître, avec la restriction, bien entendu, que vous ne prendrez jamais vos hypothèses pour des réalités, et en vous efforçant, autant que possible, de rattacher vos conjectures à des analogies. Quand on nous parle d'une personne inconnue, nous lui donnons sur-le-champ une physionomie, des traits que son aspect démentira peut-être : les lieux que nous allons visiter, ceux qu'on cite autour de nous dans les livres, dans les conversations, nous les voyons : il est naturel de les voir ; et il y a un art de les bien voir. C'est ainsi que Schiller, qui n'alla jamais en Suisse, a si bien représenté dans son Guillaume Tell les mœurs, le climat et les localités helvétiques : il avait créé la Suisse dans sa pensée. Faites de même pour les choses à venir : rassemblez des analogies, concluez des résultats. C'est ainsi qu'on apprend à raisonner, qu'on donne un sens au mot expérience. Car l'expérience ne consiste pas seulement à avoir beaucoup vu, mais à s'être long-temps identifié avec les faits, en les produisant, pour ainsi dire, de concert avec la nature. Tel homme a plus d'expérience à trente ans que beaucoup d'autres à soixante; parce qu'il compo-

sait en observant, parce qu'il faisait, comme dit la logique, de la synthèse en même temps que de l'analyse. Gardez-vous donc de négliger les sciences du raisonnement, les mathématiques, par exemple. Leur influence sur la rectitude de l'esprit est incontestable : non qu'elles donnent plus de justesse dans les idées, non qu'elles redressent un esprit faux; mais c'est qu'elles exercent admirablement la pensée en n'occupant, par leurs abstractions stériles, que la faculté qui raisonne : c'est qu'elles fixent l'attention sur un seul objet, qu'elles déterminent irrévocablement le point de la question, le but où elle tend, les moyens à employer pour y parvenir, et forcent l'homme distrait de marcher sur une seule ligne, sans divagation, sans préoccupation ultérieure. Ce n'est pas sans raison que Platon avait écrit sur la porte de son école : οὐδεὶς ἀγεωμέτρητος εἰσίτω.

Tous ne peuvent pas, direz-vous, consacrer à cette science des momens assez nombreux pour recueillir les fruits de son étude. Aussi nous ne faisons de cette observation qu'un conseil, non pas un précepte. Il est mille moyens d'exercer son raisonnement, pour tout homme et à chaque instant de la journée. Nous plaignons celui qui ne veut savoir que par ses yeux. Voyez-vous cette voiture emportée d'un mouvement rapide? Il y a là bas, sur la route qu'elle parcourt, deux hommes, dont l'un s'est retourné longtemps d'avance pour la voir et s'en garantir; l'autre suit tranquillement sa marche, et sans regarder derrière, s'écartera quand il en sera temps. Le premier

n'a exercé que sa vue : le second a fait travailler sa pensée ; il a raisonné. Lequel vaut le mieux?

Dans une administration, il faudrait nommer chef le dernier, commis l'autre. *Ex ungue Leonem.*

Mais la condition sans laquelle le raisonnement languit et s'éteint, c'est la mémoire; nous pouvons même ajouter : c'est l'imagination. Car nous ne sommes pas de ceux qui croient que les mathématiques détruisent ou affaiblissent en nous cette faculté. Le mathématicien sans imagination n'en avait pas davantage avant d'être mathématicien. Il est, par rapport à cette faculté, ce qu'est le myope par rapport à la vue : peu disposé par la nature à imaginer, il s'est exercé à raisonner ; comme le myope s'est exercé à entendre, à toucher. Or, toute faculté se doublant par l'exercice, il a raisonné comme l'autre a entendu, mieux qu'il n'eût fait sans cette concentration de sa volonté sur une partie de ses puissances. Mais en conclurait-on que l'ouïe détruit la vue? ne peut-on pas à la fois bien voir et bien entendre? étaient-ce des hommes sans imagination, ou seulement à imagination vulgaire que Pascal, Newton, Lagrange? Dieu fait bien ce qu'il fait, dirons-nous avec Lafontaine ; et puisqu'il nous a donné les moyens d'imaginer et de raisonner, c'est qu'il a voulu que ces facultés se prêtassent un secours mutuel.

Exercez donc votre imagination : la nature est devant vous avec toutes ses merveilles, les arts avec tous leurs prodiges : ouvrez les yeux, et voyez. Pourquoi vous renfermer toujours avec vos livres dans

une salle obscure? La musique, la peinture, la poésie vous appellent : de grands spectacles vous attendent. C'est pour vous que les voitures roulent, que la voile des vaisseaux se déploie : déplacez-vous un peu, allez voir d'autres lieux, d'autres visages, entendre des mots nouveaux, conquérir des idées nouvelles. Français, n'avez-vous pas autour de vous l'Espagne des Maures, l'Italie des Romains, la Suisse de Walter-Furst, l'Allemagne du moyen âge, et l'Angleterre d'aujourd'hui ? Que de siècles à parcourir en peu d'années! que d'imagination à gagner avec un peu d'argent! Cette jouissance vous est-elle refusée, lisez au moins les descriptions de ces lieux, les descriptions bien faites, celles qui sont pleines de pensées comme d'images : écoutez les voyageurs; saisissez au passage, sur leurs lèvres, ces expressions qui peignent tout un monde. Et puis vous-mêmes, allez quelquefois à pied, le bâton à la main, demander quelques souvenirs à notre vieille France, car elle réfléchit, si vous savez l'observer, les mœurs de toute l'Europe, comme l'histoire de tous les âges. Venez à Paris, habitans des provinces; et vous, Parisiens, ne croyez pas avoir assez fait pour votre imagination quand vous avez parcouru, avec une société bruyante, les avenues de Saint-Cloud, et les bosquets de Montmorency.

Nous ne recommanderions pas l'exercice de la mémoire, que les formes de notre éducation développent en nous de si bonne heure, aux dépens même des autres facultés, si nous n'avions à com-

battre un préjugé tellement enraciné dans nos habitudes que notre observation paraîtra ridicule. On se figure qu'il ne faut apprendre *par cœur* qu'au collége; qu'une fois échappé des bancs, délivré des leçons, on ne doit plus rien mettre dans sa mémoire parce qu'on n'a plus rien à réciter. Qu'en résulte-t-il? qu'on laisse dépérir cette faculté si puissante, si précieuse pour le développement des autres; que, n'ajoutant aucune richesse aux richesses acquises dans l'enfance, on devient stationnaire, on vit sur les idées reçues, on s'endurcit contre toute idée neuve, moins par raison que par paresse, moins parce qu'il coûterait de la discuter que parce que, si elle était bonne, il coûterait de la retenir. De là, l'extrême difficulté que la vérité trouve à se faire jour, à s'établir: de là cette obstination à défendre nos vieilles pensées, qui nous ont occasioné grande dépense d'attention, et à repousser les nouvelles, pour qui nous ne voulons faire aucuns frais. Enfin, le dernier inconvénient de cette insouciance, c'est que la jeunesse, l'âge mûr, les années de décroissement et de décadence se précipitent, tombent les unes sur les autres, se confondent dans le souvenir, l'enfance seule y reste debout, avec ses longs travaux, ses jouissances si vives, parce qu'elles étaient achetées au prix de la méditation et des fatigues de la pensée: et le vieillard ne sait plus unir que les deux bouts de sa vie, l'instant présent si pénible, et ses premiers ans, si doux à la mémoire.

Nous croyons que si l'on ne renonçait pas d'aussi bonne heure à cette belle faculté, si l'on continuait à l'entretenir par un exercice modéré, on éviterait, au moins en grande partie, ces abus de jugement, si nuisibles à la société, ces pertes de pensées, si déplorables pour l'individu. Nous engageons donc l'homme qui veut *savoir* vivre, c'est-à-dire, multiplier son existence, celui qui compte ses jours avec des idées, non point avec des minutes, à ne jamais abandonner au hasard le soin de sa mémoire. Qu'il sache quelquefois composer sans plume, ni crayon, ce que la plume ou le crayon doivent confier au papier : qu'il apprenne toute pièce de vers, toute série d'expressions justes qu'il aima ou qu'il admira dans un livre nouveau : qu'en général il n'en lise pas un seul sans en extraire quelque chose, pour le déposer, non pas dans des notes écrites, mais dans sa mémoire. Nous n'avons pas de faculté plus souple qu'elle : plus on l'exerce, plus elle est jeune et brillante. Voyez les comédiens : ils apprennent un rôle à soixante ans aussi facilement qu'un écolier de quinze sa leçon de Virgile.

Enfin, pour celui qui sait le sens que nous attachons au mot réflexion, il sera évident que c'est de toutes nos puissances celle qui réclame les soins les plus actifs. Se connaître soi-même est la première de toutes les sciences. Nous voulons que l'homme médite, qu'il s'étudie, qu'il se rende compte de tout ce qu'il sent, pense, et veut : que pas une de ses actions, pas un des motifs qui l'ont déterminée

n'échappe à sa conscience. Nous croyons donc qu'il est de la plus grande importance d'habituer l'enfant de fort bonne heure à examiner lui-même sa conduite, à se juger, à prononcer sur ses actes. *Je crois*, *il me semble*, *je ne sais pourquoi*, sont des expressions aussi ridicules quand on parle de soi, qu'elles deviennent sages quand on parle des autres. Consacrons donc chaque jour quelques instans à nous observer dans nos actes et dans nos projets, dans les idées que nous avons reçues, et dans celles que nous avons émises. Heureux l'homme qui a le talent de savoir être seul quelquefois, *solus secum*, disaient ingénieusement les Latins : c'est le meilleur préservatif contre l'ennui, les erreurs et les vices.

CHAPITRE III.

DEVOIRS DE L'HOMME COMME ÊTRE MORAL.

DIRIGER le soin des organes vers le libre usage des facultés de l'esprit, puis exercer ces mêmes facultés ; voilà, avons-nous dit, les devoirs de l'homme comme être intelligent.

Nous dirons de même : diriger l'exercice de l'intelligence vers le bon emploi des forces morales, puis exercer ces mêmes forces ; voilà les devoirs de l'homme comme être moral.

§. 1. *Des Etudes.*

La première de toutes les études, celle à laquelle toutes les autres doivent se ramener, est l'étude de soi-même : c'est-à-dire, de ses devoirs.

Cette étude en suppose beaucoup d'autres : on nous dispensera de les énumérer ici, puisque ce livre est tout entier consacré à les indiquer, à les mettre en ordre. La philosophie, telle que nous aimons à la concevoir, à l'enseigner, est la plus importante de toutes les sciences, et les réfléchit toutes.

Nous faisons donc à tout homme l'obligation d'être philosophe, c'est-à-dire de savoir tout ce qu'il doit

faire, et pourquoi il doit le faire. On conviendra sans peine que ce travail n'est pas difficile dans une civilisation avancée comme la nôtre, et l'on nous permettra de n'estimer qu'à moitié l'honnête homme qui l'est sans pouvoir se dire à lui-même ni comment ni pourquoi.

Le dernier des pâtres, comme le plus savant des académiciens, doit donc rechercher de tous ses moyens des lumières qui puissent l'éclairer dans sa conduite. Il n'est pas nécessaire sans doute qu'il en compose une science et soit capable d'en faire un livre. Nous croyons néanmoins qu'il n'accomplit qu'une partie de sa loi, qu'il n'est homme qu'à moitié, s'il attend, pour agir, les inspirations de sa conscience, ou le souvenir des leçons reçues, et s'il ne sait pas se faire à lui-même un ordre d'idées, un système de vie, auquel il ramène toutes ses actions. Le sentiment, la mémoire ne sont pas tout l'homme : il a aussi la raison : nous demandons qu'il en fasse usage. Au reste, nous savons fort bien que pour la plupart c'est faire un souhait inutile : mais que voulez-vous ? Si Diogène doit long-temps promener en vain sa lanterne, ce n'est pas un motif suffisant pour l'éteindre.

A cette étude primitive et générale, se rattache immédiatement l'étude spéciale des devoirs de notre état. Nous ne sommes pas tous bons à tout. Des considérations d'époque, de patrie, de famille, de goûts personnels, d'aptitude, nous déterminent au choix d'un travail particulier ; car aucun homme ne doit

rester inactif. Les enfans d'Adam ne peuvent plus vivre sans acheter au prix de leurs labeurs le droit de vivre, et il arrive nécessairement un âge où il faut se demander, non pas, dois-je faire quelque chose, mais, que dois-je faire ?

La réponse n'est pas facile, et les parens d'une part, de l'autre les enfans se hâtent quelquefois trop de la décider; car il est bon de tenir compte de toutes les considérations que nous venons d'indiquer. Il n'est plus permis d'apporter dans notre siècle les occupations d'un autre âge, ni de vivre en France comme un Asiatique. Il ne doit pas être permis davantage au descendant d'une famille illustrée dans la magistrature ou dans les armes de se faire artisan, quel que soit d'ailleurs son goût pour le travail des mains; tandis qu'il doit être permis au fils d'un artisan de s'élever aux premiers rangs de la société. La valeur d'un homme n'est pas toute en lui-même; le nom qu'il porte n'est pas à lui seul, et ce nom quelquefois ajoute à son mérite individuel un prix dont il doit comprendre et soutenir l'importance. Paradoxe, préjugé si l'on veut; mais enfin la société est ainsi faite, et puisqu'il faut vivre pour elle, il faut vivre avec elle.

Consultons donc notre goût, nos facultés; mais tenons compte aussi de la direction que nous avons reçue quand nous n'étions pas encore capables de nous en donner une. Une fois notre avenir déterminé, notre résolution prise, marchons au but, sans rien négliger de ce qui doit nous y conduire. Honte à l'apprenti magistrat qui fait son droit dans

les promenades et dans les spectacles ! honte au fils du négociant qui dissipe dans les plaisirs la fortune si péniblement amassée, la fortune qu'il doit régir à son tour ? Et vous pauvres malades, gardez-vous de confier votre santé à ce jeune docteur qui n'a de science que celle des livres, d'expérience que celle des bals et des concerts.

Non que nous défendions à l'esprit la culture des arts, ou même les délassemens frivoles. Il lui faut des plaisirs pour se récréer, comme au corps du sommeil pour se refaire. Nous sommes bien loin de partager le rigorisme ou plutôt l'extravagance de ces prétendus moralistes qui ne pardonnent pas au citoyen d'autres occupations, d'autres jouissances que celles de son état. Les uns voudraient que le militaire se reposât d'une bataille par une petite guerre, un ingénieur de ses constructions par un devis nouveau, un professeur de ses classes par la lecture de ses copies : ils exigeraient que le magistrat, se levant de son siége, s'écriât comme Dandin :

Allons nous délasser à voir d'autres procès.

Les autres excuseront la perte du temps, la longue oisiveté d'un fonctionnaire, quand il a rempli ses devoirs, et s'irriteront s'il occupe utilement ses loisirs de pensées étrangères à sa place ; oubliant que l'esprit humain est essentiellement actif, et qu'il s'use beaucoup plus dans l'engourdissement du repos que dans la variété du travail. Le meilleur moyen, selon nous, de donner de l'énergie, du ressort à nos

facultés, n'est pas de les attacher à un seul objet, pour les endormir en l'absence de cet objet, mais de les tenir en haleine par une action perpétuelle. C'est dans cette pensée que nous conseillons la culture des arts, parce qu'ils délassent en occupant, et que le bonheur qu'ils procurent ne s'évanouit pas avec l'instant de la jouissance. Un avocat qui fait de la musique, direz-vous ! un notaire qui dessine ! un professeur qui fait des vers ! ah ! je ne leur confierai pas mon procès, mon argent, mon fils !.... et vous allez les confier à leurs collègues qui passent leurs soirées d'été à la pêche, leurs soirées d'hiver à une table d'écarté, dix heures au lit, deux heures à table ! c'est puissamment raisonner !

Apprenons donc nos devoirs d'homme, étudions profondément nos devoirs de citoyen : puis n'oublions pas que la vie est longue, que les jours ont vingt-quatre heures, que nos facultés sont nombreuses et puissantes, que les arts sont bien doux à l'âme capable de les sentir, bien beaux pour la raison capable de les comprendre : le reste au soin du corps, aux exercices qu'il réclame, au repos dont il a besoin ; et nous aurons vécu.

§. 2. *Des passions.*

Faut-il des passions, ou doit-on les condamner toutes ? question intéressante, souvent débattue, et qui prend un caractère plus grave encore du rapprochement de la morale sociale avec la morale indi-

viduelle. Nous allons l'examiner avec soin, en priant le lecteur de se rappeler d'abord ce que nous avons dit sur la précision dans les langues, et en particulier sur le mot *passion* à la page 95 de ce livre.

Nous venons tous au monde avec des penchans ou instincts. C'est ce qu'on ne peut nier. Quel que soit le nombre de ces penchans, quelle que soit la diversité de leur force native dans les individus, nous pouvons sans crainte les ramener à deux principaux : l'amour de soi ; l'amour des autres.

1. S'aimer soi-même, c'est vouloir son bien-être, par conséquent tous les moyens qui le procurent : jouissances physiques, intellectuelles et morales, ou si vous voulez, plaisirs du corps, plaisirs de l'esprit, plaisirs de l'âme.

Ainsi, c'est aimer tout ce qui flatte les sens : la beauté des formes, la mélodie des sons, les douces saveurs, les doux parfums. C'est aimer tout ce qui satisfait les besoins du corps, les arts industriels qui perfectionnent ces sortes de jouissances, et les richesses qui les procurent.

C'est aimer tout ce qui plaît à l'imagination, enrichit la mémoire, développe la raison : sculpture ; poésie, peinture, musique ; études historiques ; sciences naturelles, sciences exactes, philosophie.

Enfin, c'est aimer, c'est rechercher l'estime de nos semblables, l'affection, la reconnaissance, la satisfaction intérieure, les illusions qui consolent, et les croyances qui font du bien.

2. Aimer les autres, c'est reporter sur eux tous ces

désirs, toutes ces jouissances : c'est par conséquent travailler pour leur bien être physique, intellectuel et moral.

Mais ici, les divisions se forment, et les nuances d'affection s'établissent. On aime le genre humain tout entier, mais à mesure que le cercle va se resserrer, les attachemens vont devenir plus vifs : humanité, patriotisme, famille, amour fraternel, filial, conjugal, paternel.

Toutes ces affections sont dans la nature.

Tout ce qui est dans la nature est l'œuvre de Dieu : l'œuvre de Dieu est toujours bonne.

Il est bon de s'aimer soi-même, par conséquent de soigner sa santé, ses plaisirs, sa fortune : par conséquent il est bon d'orner son esprit, de cultiver les sciences et les arts : plus encore, de se faire chérir, estimer, admirer même de ses semblables.

Il est bon d'aimer ses enfans, sa femme, son père et sa mère, son ami, sa patrie, le genre humain.

Voyons maintenant ce qui est mauvais.

Si de tous ces penchans, j'en choisis un seul, pour m'y abandonner à l'exclusion des autres; si de tous ces objets qui peuvent satisfaire les besoins de la nature, j'en préfère un à l'exclusion des autres : si, me laissant guider par ce penchant, l'âme continuellement tendue vers cet objet, je ne forme plus qu'un seul désir, celui de le posséder : si sa possession momentanée renouvelle mon ardeur pour le vouloir encore, ou si la privation irrite en moi la volonté qui

le demande; le penchant prend un autre nom; c'est *passion* qu'on l'appelle.

Tout penchant est bon; toute passion est mauvaise.

La seconde de ces propositions est la conséquence de la première.

En effet, qu'est-ce que la passion? un penchant devenu tellement exclusif par l'attention que nous lui avons donnée, et tellement excessif par cette séparation habituelle d'avec les autres, que ces autres sont pour nous comme s'ils n'étaient plus. La part d'action qu'ils réclament est perdue : ce sont autant de devoirs que nous avons négligés, autant de caractères que nous avons effacés dans notre nature. Or ces caractères sont sacrés, puisqu'ils viennent de Dieu : donc la passion qui les fait oublier toujours, est toujours coupable.

Il est hors de doute que cette passion est plus ou moins coupable, en raison du plus ou moins d'importance dans le penchant qui l'a occasionée, du plus ou moins de dignité dans l'objet dont elle s'occupe.

Ainsi, en thèse générale, toute passion provenant d'un penchant de la première classe, l'amour de nous-même, est plus digne de blâme que les passions enfantées par l'amour d'autrui. J'aime mieux le patriotisme aveugle que l'aveugle passion de la gloire.

Puis, comme il est des degrés dans l'amour de soi, des degrés dans l'amour d'autrui, la passion va se faire excuser ou haïr en raison de ces différences.

Je blâme tous les hommes exclusivement occupés du soin de leur fortune : je les blâme, parce que la passion des richesses qui domine toutes leurs pensées, et dirige toutes leurs actions, les oblige de négliger leur intelligence, leurs devoirs de famille, leurs devoirs sociaux. Mais quelle distinction à faire parmi ces chercheurs d'argent ! Celui - ci veut des richesses pour les contempler, pour se dire à lui-même : je possède ; c'est un sot que je méprise, et de plus, un citoyen nuisible que je flétris. Celui-là veut être riche pour rassembler toutes les délicatesses du luxe, pour savourer toutes les jouissances physiques : c'est un insensé que je plains. Cet autre, pour entasser autour de lui toutes les merveilles des arts, pour bâtir des palais, aligner des jardins, étaler dans une galerie des tableaux et des statues : c'est un maniaque dont la société peut tirer parti. Ce père de famille veut laisser de grands biens à ses enfans ; ce fabricant veut contribuer à la prospérité de son pays; ce brave homme veut fonder des hôpitaux, nourrir des familles indigentes... Voyez comme la passion s'épure en approchant du désintéressement, de la charité. Pourtant c'est toujours la passion ; toujours une idée fixe, une tendance exclusive, un danger pour la morale.

On en peut dire autant de la passion de l'étude, de cet amour de science qui consume avant le temps certaines âmes trop impétueuses. Que de savans ont mis de côté les intérêts de leur famille et ceux de leur pays ! que d'épouses négligées, que d'enfans livrés à

eux-mêmes ! que de vices domestiques introduits et fortifiés, par ce besoin de solitude, si nécessaire à l'homme qui médite ! Et pourtant, nous devons séparer avec soin le savant qui travaille pour sa jouissance personnelle, ou pour sa gloire, de celui qui travaille pour éclairer ses semblables. Tous deux ont tort d'oublier leurs autres devoirs ; mais combien les torts du premier sont plus graves !

Cependant des moralistes ont fait l'apologie des passions, ou, pour mieux dire, de certaines passions ; et ils ont eu raison. Car s'il en est qui dégradent, parce qu'elles ne peuvent mener qu'au vice, il en est qui élèvent l'homme, car elles le portent à la vertu. Pour bien faire une chose, il faut ne faire qu'elle : et la passion, quand elle n'est pas réduite à la triste habitude, suppose dans celui qu'elle entraîne une force d'âme, une énergie de volonté que nous admirons toujours. Même dans le crime, nous aimons à trouver de l'emportement, du fanatisme. L'assassin nous fait horreur ; mais s'il tua par vengeance, il nous étonne ; s'il égorgea par basse cupidité, ou par crainte d'un plus fort, il nous dégoûte. Nous voulons avant tout que l'homme soit homme, qu'il y ait de la vigueur dans son caractère. *Virtus* vient de *vir*, et il veut dire *force*.

A considérer par conséquent les passions sous le point de vue des ressources qu'elles déploient dans l'âme, on ne peut s'empêcher d'applaudir à leurs transports. Sans elles, rien de grand, rien de beau : la poésie leur doit ses Homères, le patriotisme ses

Décius, la charité ses Vincents, la foi ses martyrs. L'amour même de la célébrité, si mesquin, si dangereux quand il ne s'appuie que sur l'égoïsme, grandit tout à coup et mérite la reconnaissance des hommes quand il devient l'amour de la gloire. Car la gloire ne s'attache qu'aux actions utiles. L'histoire a flétri la déplorable célébrité d'Attila, elle a consacré la gloire d'Alexandre. Mais ce dernier n'eût été comme l'autre qu'un fléau du genre humain s'il n'eût conquis que pour détruire.

Déclarer la guerre aux passions, c'est la déclarer à la société, qui ne se soutient que par elles. Mais nous parlons ici de ces passions généreuses, dont l'intention, et même seulement le résultat est le bien-être social. Il faut condamner, il faut détruire tout ce qui vient de l'égoïsme pour n'aboutir qu'à l'égoïsme : passions de l'argent, de l'étude, de la célébrité ; passions qui n'ont pour objet que les plaisirs des sens, ou même que les jouissances réfléchies d'une volupté plus délicate sont mauvaises, parce qu'elles nuisent à l'homme dont elles usent la vie, sans rien produire pour la société dont elles le séparent. Elles n'enfantent que des vices : la cupidité, l'avarice, la vanité, l'orgueil, l'envie, la débauche, l'intempérance. Mais emportées dans le mouvement social, elles s'épurent en changeant d'objet ; loin de les combattre alors, il faut les seconder et les diriger : encouragez l'émulation, faites-en le désir d'être utile : protégez l'amour des richesses, faites-en la source des prospérités nationales : excitez le zèle pour la science,

CONVERSATIONAL SENTENCES.

Quels sont les jours de la semaine[1] ?	What are the days of the week ?
Les jours de la semaine sont : lundi,[2] mardi,[3] mercredi,[4] jeudi,[5] vendredi,[6] samedi,[7] dimanche.[8]	The days of the week are : Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, Saturday, Sunday.
Quelle heure est-il ?	What time (=hour) is it ?
Il est une heure.	It is one o'clock.
Est-il deux heures ?	Is it two o'clock ?
Il n'est pas trois heures.	It is not three o'clock.
N'est-il pas quatre[9] heures ?	Is it not four o'clock ?

PRON.—1. ser-mane ; 2 lu*ng*-de ; 3 mahr-de ; 4 mair-kre*r*-de ; 5 she*r*-de ; 6 vah*ng*-dre*r*-de ; 7 sähm-de ; 8 de-mah*ng*sh ; 9 kähtr.

ADDITIONAL EXERCISES.

52.

1. Je n'ai pas lu ce roman ; est-il intéressant ? 2. Où avez-vous acheté vos souliers ? 3. Nous avons trouvé les allumettes. 4. Ils ont eu du fromage et de la salade. 5. Elle donne du pain aux oiseaux. 6. Avez-vous vu les bottes de ces ouvriers ? 7. Les plumes de votre oiseau sont très jolies.

53.

1. il donne ; 2. nous parlons ; 3. vous copiez ; 4. elles passent ; 5. j'accepte ; 6. tu visites ; 7. elle ferme ; 8. ils parlent ; 9. nous fermons ; 10. vous acceptez ; 11. je donne ; 12. il passe.

54.

1. we give ; 2. he gives ; 3. they give ; 4. you give ; 5. I give ; 6. thou givest ; 7. she gives ; 8. they (fem.) give ; 9. the postman gives ; 10. the workmen give.

55.

1. we speak ; 2. I copy ; 3. she passes : 4. you speak ; 5. they copy ; 6. they (fem.) pass ; 7. thou speakest ; 8. he copies.

56.

1. you accept ; 2. thou visitest ; 3. we shut ; 4. they close ; 5. I accept ; 6. he visits ; 7. she shuts ; 8. they (fem.) close ; 9. I accept ; 10. we visit ; 11. you close ; 12. she shuts.

57.

1. He speaks to his nephew. 2. We give the shoes to the girls. 3. I accept your book. 4. They visit the house and the garden. 5. We pass the workmen's houses. 6. His wife shuts the door.

31. 'I am giving, she is speaking, they are passing,' and similar constructions (called the PROGRESSIVE FORM), must be changed before translating into 'I give, she speaks, they pass,' etc.; as,

My friend is copying = my friend copies. **Mon ami copie.**
The ladies are speaking = the ladies speak. **Les dames parlent.**

EXERCISE III.

1. He is smoking[1] his pipe.[2] 2. We are cutting[3] the paper. 3. She is looking[4] for[4] the address. 4. They are lighting[5] the fire. 5. I am carrying[6] the parcel. 6. You are seeking[4] your friends. 7. He is wearing[6] gloves. 8. I am speaking to my nephew. 9. She is giving some money to the workmen.

1 fumer, 2 pipe(fem.), 3 couper, 4 chercher, (to) look-for *or* seek, 5 allumer, 6 porter, (to) carry *or* wear.

PRON. 1 fEE-meh, 2 peep, 3 koo-peh, 4 shair-sheh, 5 ăh-LEE-meh, 6 por-teh.

32. Questions are formed by placing the Pronoun after the Verb.

In translating, the English construction is therefore changed thus:

does he give? *or* is he giving? *into* **gives he?**
do they cut? *or* are they cutting? „ **cut they?**
do you visit? *or* are you visiting? „ **visit you?**

NOTE that DO and DOES are not translated at all.

The Verb and the Pronoun are connected by a hyphen, and **-t-** is inserted in the Third Person Singular; as,

does he give? donne-t-il?
does she copy? copie-t-elle?
do you close? fermez-vous?
do they speak? parlent-ils?
do we light? allumons-nous?
do I give? donné-je?

PRON. donn-till? ko-pe-tell? fair-meh voo? pahrl-till? ah-LEE-mo*ng* noo? donn-a**ish**?

Notice that an acute accent is placed over the **e** in the First Person Singular; but this form is rarely employed,—see page 48.

Is the boy copying? = The boy copies he? **Le garçon copie-t-il?**

EXERCISE IV.

1. Are they smoking cigars[1] or cigarettes[2]? 2. Is she looking for a letter? 3. Does he carry a walking-stick[3]? 4. Are you lighting your pipe? 5. Are those men wearing hats? 6. Are they (fem.) closing their windows? 7. Do they accept those presents[4]? 8. Are you looking for your bird? 9. Does your friend speak to his neighbour?

1 cigare (masc.), 2 cigarette (fem.), 3 canne (fem.). 4 cadeau (masc.).

PRON. 1 se-gahr, 2 se-găh-rett, 3 kăhn, 4 kăh-doh.

dites au savant que sa mission est d'éclairer le genre humain. En un mot, prenez l'homme comme il est, c'est-à-dire, avec tous ses penchans, avec sa faiblesse qui le fait l'esclave des uns, sa force qui le rend maître des autres : domptez cette faiblesse par la crainte des lois et le respect de la morale, et au lieu d'éteindre cette force, sachez lui proposer un but qu'elle puisse atteindre. Epicure et Zénon se trompèrent, faute d'avoir établi cet équilibre : l'un ne vit dans l'homme que l'être débile, que sa morale devait élever ; l'autre que l'être puissant, que sa loi devait soumettre. L'un voulut amener son sage, par la raison, à pouvoir se séparer doucement de ses passions; l'autre prétendit en détacher le sien par la contrainte. Calcule, disait l'un ; obéis, disait l'autre. Et tous deux ajoutaient : point de passions. Ils conduisaient au même but, l'apathie, par des chemins différens, Epicure par l'intérêt, Zénon par le devoir. Tous deux, sans le vouloir, désorganisaient la société, le premier à force de concentrer l'homme en lui-même, le second à force de le répandre dans le tout*: ni l'un ni l'autre n'avaient compris la nature humaine, et

* Le stoïcisme détruit toutes les affections : la famille et la patrie ne sont rien dans ce système. A Rome, il parut se confondre avec le patriotisme, parce qu'aux yeux du Romain, sa cité était tout. Mais qu'on transporte la doctrine de Zénon dans les états modernes; on ne verra bientôt plus ni Français, ni Anglais, ni Russes : comme il n'y a de bien que ce qui convient à tous, tout sera mal dans ce monde. Il faudra tout désorganiser.

pourtant tous deux prescrivaient de vivre conformément à sa nature. Toutefois, nous l'avouerons, Epicure nous semble beaucoup plus conséquent que les philosophes du portique. Ne reconnaissant d'autre loi que le bien-être, n'indiquant à l'homme d'autre but que le bonheur, il devait condamner toutes les passions, même les plus honorables. Car dans l'intérêt de l'individu, toutes sont mauvaises. La tranquillité de l'âme, comme la santé du corps, dépend de l'équilibre parfait de toutes ses puissances. Or la passion, quelle qu'elle soit, détruit cette harmonie, en appelant sur un seul objet, ou du moins en attirant dans une seule direction l'énergie de la pensée. Nous pouvons donc dire avec lui,

> Nil admirari, propè res est una, Numici,
> Solaque, quæ possit facere et servare beatum.

Aussi, c'est seulement dans l'intérêt de la société que le christianisme s'occupe des passions; proscrivant les unes, comme immorales, les autres comme dangereuses, et n'adoptant celles qui sont utiles, qu'en se chargeant du soin de les diriger. Encore ne fait-il pas une loi de s'y abandonner, mais un devoir de les conduire.

Gardez-vous donc d'anéantir vos penchans : laissez-les croître, surveillez leurs développemens : brisez-les, s'ils mènent à l'égoïsme, permettez leur de prendre un noble essor, s'ils tendent au bonheur social. En un mot, soumettez-les à l'empire de la raison ; non de cette raison froide qui compte et pèse tous les mo-

tifs, et fait de la morale avec de l'arithmétique ; mais de cette raison élevée qui sent en même-temps qu'elle pense, pénètre les vues de Dieu par la conscience, comprend les rapports qui unissent les êtres moraux, les devoirs qui les enchaînent, les sacrifices qu'imposent ces devoirs, et sait, quand il le faut, immoler au bonheur de l'espèce, bonheur immense et durable, le bien-être si chétif, si mobile, de l'individu, qui n'a qu'un jour à vivre, s'il vit pour lui seul, tandis qu'il a des siècles, s'il travaille, souffre et meurt pour les autres.

IIme SECTION. — MORALE DOMESTIQUE.

La famille est la division naturelle et primitive de l'espèce humaine. Elle doit se trouver dans toutes les autres, et les expliquer toutes. Les élémens de l'état sont là : le père, qui exerce la souveraineté ; la mère, qui en tempère l'action : les enfans, égaux entre eux, et soumis à la loi : la communauté d'intérêt, la réciprocité des droits et des devoirs : voilà l'image de la patrie. Heureuse la société formée sur ce modèle ! heureuse celle qui met au premier rang les vertus domestiques ! un bon père, un bon fils, sera toujours un bon citoyen.

Les rapports des pères et mères aux enfans, ceux des époux entre eux, constituent la famille : le reste n'est qu'accessoire. Nous allons donc considérer seulement les devoirs des enfans envers leurs parens, ceux des parens envers leurs enfans, et les devoirs respectifs des époux.

CHAPITRE PREMIER.

DEVOIRS DES ENFANS ENVERS LEURS PARENS.

C'EST presque une profanation que d'oser soumettre à l'examen de la raison des sentimens aussi purs que l'amour filial et l'amour maternel. On sent que ces mots renferment tout le mystère de la création, tous les secrets desseins de la Providence. Mettre en doute ce qu'on doit à son père, c'est une impiété pareille à l'athéisme. Nous n'en ferons donc pas plus une question que nous n'en avons fait une de l'existence du souverain Être. Nous nous contenterons d'expliquer le mot *père* comme nous avons expliqué le mot *Dieu;* et de mettre en ordre des vérités que cent fois la conscience a révelées, et qu'aucun sophisme n'a jamais pu détruire.

Quelques rêveurs politiques, dans leur passion pour l'indépendance, oubliant que la famille est donnée par Dieu, la patrie par l'homme, ont voulu fonder l'état civil sans s'occuper de ce premier état; ils ont proclamé l'égalité absolue comme la base et la règle de toutes les institutions sociales. Et ces philosophes parlaient d'un état naturel, comme si dans la nature le fils était l'égal de son père; comme s'il n'y avait pas, antérieurement à toute convention, à toute autorité concédée ou conquise, une autorité

sacrée, inaliénable, émanée de Dieu même, indépendante de tout contrat, et qui subsiste malgré tout contrat. On dirait à les entendre que le genre humain est tombé des nues tout-à-coup, entièrement composé d'hommes faits, tous du même âge, de sorte que chacun aura pu dire : je suis mon maître ; je ne dois à autrui que ce qu'il fera pour moi : je n'accorde qu'autant qu'on me donne, et je stipule pour moi seul, sans engager mes descendans, qui, libres et forts comme moi, pourront, suivant leurs intérêts, briser ou maintenir les conventions que j'aurai faites.

C'est une belle chose que les abstractions : il en faut pour toutes les sciences, et surtout pour les sciences politiques. Mais on doit tenir compte des réalités : et la première, la plus solide et la plus durable des réalités, c'est la famille. Là, nous pouvons prendre les liens fraternels pour emblème de l'égalité civile, parce que c'est là seulement qu'il y a corrélation de droits et de devoirs ; encore est-il, même dans ces rapports, des disproportions amenées par les différences d'âge ou de sexe. Mais c'est briser tous les ressorts du genre humain, c'est renverser l'œuvre de la Providence que de nier l'autorité paternelle, ou d'en faire une sorte de magistrature temporaire, confiée par les subordonnés, et dont ils aient le droit de surveiller l'exercice et de destituer le fonctionnaire. Nous ne connaissons pas un seul cas dans lequel le fils pourrait renier ses parens : son infériorité n'est donc pas volontaire, il n'est donc pas leur égal.

Des hommes, égaux entre eux, peuvent, en re-

mettant leurs droits sous la protection d'un plus fort, lui déléguer sur tous l'autorité que chacun d'eux exerçait sur soi-même. Dans ce cas, le chef n'est que le représentant de la volonté de tous : il doit compte de sa gestion à qui lui conféra son pouvoir.

Eh bien, l'autorité souveraine, celle de Dieu, celle de la loi, a son représentant dans la famille, comme la volonté de tous a le sien dans l'état. Ce représentant, cette image de Dieu, c'est le père : imposé à ses enfans comme Dieu l'est au monde, il ne doit pas compte à ceux qu'il gouverne, mais à celui qui l'institua. Ses devoirs sont immenses, sans doute : mais le tribunal qui doit juger s'il les remplit tous n'est pas de ce monde. L'oubli de toutes ses obligations n'autoriserait pas l'oubli des nôtres à son égard : en voici la preuve.

Un homme lève le poignard sur vous : il veut vous tuer. Si, pour échapper à la mort, vous n'avez pas d'autre moyen que de le tuer lui-même, c'est votre droit, frappez.

Si cet homme est votre père, et que tout autre moyen pour éviter la mort vous soit de même impossible, il faut mourir.

Et pourtant, quelle violation plus sacrilége de tous les devoirs paternels, que l'assassinat d'un fils?

Hâtons-nous de sortir de ces épouvantables suppositions, et voyons dans nos parens ce que la nature les a faits, ce qu'ils sont pour nous, ce que nous devons être pour eux.

Ils représentent Dieu sous le triple aspect que nous avons envisagé dans l'être souverain : puissance, sagesse, bonté. A ces trois caractères doivent correspondre le respect, l'obéissance, l'amour.

1° Le respect. Ce que le fils doit respecter dans ses parens, c'est avant tout le titre de père et de mère, titre inaliénable, puisqu'il tient à un fait qu'il ne dépend de personne ni d'empêcher, ni d'établir. Choisis par Dieu pour être à notre égard les instrumens de la volonté qui nous fit naître, ils sont et seront toujours à notre égard les images vivantes du pouvoir créateur : le rapport qui nous unit à eux s'identifie avec le sentiment de notre existence. Être quelque chose, c'est être fils : il est impossible de désunir ces deux pensées. L'insensé qui déteste la vie est en même temps le fils dénaturé qui maudit ses parens, et la créature impie qui blasphème contre son Dieu. Vices ou vertus, stupidité ou génie, servitude ou puissance, force d'âge ou décrépitude, ne changent rien au titre sacré de père, et par conséquent au respect qu'il exige. Il est des âges où s'efface la différence des années : tel homme à soixante ans a beaucoup plus vécu, possède beaucoup plus d'expérience que tel autre à quatre vingts. Le fils d'un inconnu peut s'appeler Pierre Corneille, et celui d'un pâtre Sixte-Quint. Mais tous, malgré ces hautes supériorités morales, intellectuelles ou sociales, respectés comme ils méritent de l'être, doivent respect à l'auteur de leurs jours. Et si le vieux Peretti eut encore vécu quand son fils ceignit

la tiare, le souverain pontife, après avoir, du haut de la basilique de Saint-Pierre, béni son père prosterné dans la foule, aurait pu courber la tête à son tour pour recevoir la bénédiction paternelle.

Après cela, il est inutile de dire à quelle vénération peut s'élever ce noble sentiment, si le fils, en respectant son père, respecte en même temps l'expérience, le rang, les vertus ou le génie. Remarquez seulement qu'on n'est pas plus père pour avoir ces titres de plus : ce n'est pas un droit qu'on augmente, mais de nouveaux droits qu'on acquiert.

2° L'obéissance. Représentant de la sagesse souveraine, organe de la loi, le père commande en vertu d'un pouvoir que rien ne peut lui ravir, car il émane de Dieu même. Le rapport physique entre vous et lui n'est rien; force n'est pas droit. Vous n'êtes pas une machine dont il dirige les ressorts, mais un être moral que le sien pénètre de toutes parts. Quelque chose de lui vit dans votre pensée, ou pour mieux dire, il est votre conscience visible, et votre raison n'est qu'un reflet de la sienne : que pourriez-vous juger, comment sauriez-vous agir, s'il n'avait long-temps jugé, long-temps agi pour vous? Il vous a fait ce que vous êtes, c'est-à-dire, une intelligence qui réfléchit, un être libre qui se détermine par lui-même. Fils orgueilleux, qui crois avoir le droit de marcher son égal, et tournes contre lui les forces qu'il t'a données, montre moi ton œuvre, dis-moi ce que tu as fait dans ta nature. Sans l'éducation qui t'a façonné,

que serais-tu? Un sauvage sans loi, sans frein, sans pouvoir; une créature libre encore, mais de cette liberté aveugle, capricieuse, qui ne veut que pour vouloir, et ne se rend compte d'une action que par le désir de la faire. Cette balance dans laquelle tu pèses les droits paternels, qui te l'a mise dans la main? Soumets-toi donc, même en usant de ta liberté : songe à ton père, en songeant à ton indépendance : obéis, même en disant *je veux*, parce que vouloir, c'est toujours obéir : celui qui veut le mal, obéit à ses passions : celui qui veut le bien, obéit à la loi; et la loi, c'est Dieu, c'est l'autorité paternelle.

Sans doute il est un âge où cette autorité semble décroître, et l'obéissance disparaître. C'est, dit-on, lorsque l'homme se suffit à lui-même, et que sa conscience et les lumières de sa raison peuvent le guider dans sa conduite, sans qu'une volonté supérieure préside à ses actes. Qu'on nous permette de hasarder ici une réponse qui paraîtra peut-être un paradoxe : c'est à cette époque justement que nous faisons un devoir de l'obéissance. Avant que la raison ne soit développée, que l'esprit n'ait assez de clarté, la volonté assez de force pour nous conduire, dans l'enfance, qu'est-il besoin de nous prescrire la soumission ? elle ressort nécessairement de notre état de faiblesse, de notre dépendance morale. Obéis à tes parens, est un précepte qu'on nous impose avec raison sans nous en donner les motifs : l'autorité paternelle nous domine dans l'emploi de toutes

nos puissances, elle remplit toutes les heures de notre vie. Mais lorsqu'on nous a faits *nous*, lorsque nous croyons être *tout*, parce que nous sommes devenus *quelque chose*, à cet âge d'examen et d'indépendance où, responsables de nos actes, nous voulons seuls les produire, c'est alors qu'il est bon de rappeler à l'homme qu'une autorité souveraine veille à sa conduite, et que Dieu le regarde par les yeux de son père et lui parle par sa bouche. Qu'est-ce que le mérite d'un enfant obéissant ? un mérite à poupées, à caresses. Mais le jeune homme soumis à son père, mais Coriolan remettant son glaive dans le fourreau pour obéir à Véturie, voilà le spectacle que nous aimons à voir, la leçon que nous voudrions donner. Nous ne comprenons plus assez l'autorité paternelle : les anciens l'avaient exagérée sans doute, en l'étendant jusqu'aux droits sur la vie : l'être physique, la machine organisée est en dehors de ces rapports : ce que l'homme n'a pas fait, l'homme ne doit pas le détruire. Mais ils comprenaient que la société ne subsiste que par le maintien des autorités légitimes, que la plus légitime de toutes, celle dont toutes les autres ne sont que le reflet ou la copie, est l'autorité paternelle : que c'est en même temps la plus voisine de nous, celle qui tient de plus près à notre nature, à nos habitudes, puisque c'est la première sentie, la première connue : que par conséquent l'état n'a de force que par le maintien de celle-là ; et que si vous voulez qu'il arrive un âge où le fils devienne l'égal du père, il arrivera aussi un moment où tout ci-

toyen, réclamant sa part de souveraineté, se croira l'égal de la patrie. Aussi voyez comme les idées de société civile et de famille s'unissaient dans les langues anciennes. Père et patrie n'avaient qu'un sens, qu'un mot : l'état, dans toute la famille, ne connaissait qu'un individu, le père : il ne disait pas aux fils : venez me servir ; mais au père : donne-moi tes fils. Ainsi s'affermissaient les institutions sociales, appuyées sur la nature, sur l'œuvre de Dieu. Nous sommes beaucoup trop sortis de ces principes ; nous avons trop désorganisé la famille pour arriver à l'unité nationale, sans penser qu'il y a entre ces deux états toute la différence qui sépare l'abstraction de la réalité. Nous reviendrons à la vérité, car il y faut toujours revenir ; nous y reviendrons lentement, parce qu'il est plus facile de corrompre les mœurs que de les réformer : quoi qu'il en soit nous avons fait un pas ; la famille se reconstitue comme l'état, et les vertus domestiques ont repris faveur. Mais ne l'oublions pas : ce n'est point avec des lois qu'on fait les mœurs ; c'est avec des croyances, avec de grands exemples : les codes ne prescrivent pas les vertus, les devoirs ; ils ne font que flétrir les vices, et surtout réprimer les délits. On ne fait pas les bons fils seulement en punissant les mauvais.

En parlant de l'obéissance qu'on doit à ses parens, nous n'avons pas voulu mettre cette obéissance au-dessus de la morale et des lois. Nous avons supposé le père ce qu'il est dans l'ordre naturel, le représen-

tant de la volonté divine. Si, dépouillant ce caractère sacré, un misérable ordonne le crime à ses fils, c'est un roi qui abdique, le sujet rentre dans son indépendance. Mais ces cas sont si rares! L'homme le plus vicieux, le scélérat le plus consommé épargne à ses enfans le spectacle de ses mauvais exemples, et regarderait comme le plus grand de tous ses forfaits l'ordre qu'il leur donnerait de l'imiter. N'avez-vous pas été souvent, dans les rues de Paris, frappés du spectacle singulier d'un malheureux plongé dans l'ivresse, soutenu par son fils, ou par sa fille, qui le ramène à la maison? suivez-les un instant, écoutez leur conversation. Le pauvre enfant semble honteux de l'honorable ministère qu'il remplit, vous croiriez que c'est lui qui est coupable; car le père, tout chancelant, prêche la morale, la vertu, donne des leçons. Vous voyez dans tous ses muscles les incroyables efforts qu'il fait pour marcher droit devant son fils, dans son langage la peine qu'il se donne pour conserver sa dignité de père, en cachant sous la sagesse de ses préceptes l'infamie de son exemple. C'est la nature qui lutte contre l'homme, c'est la loi qui se manifeste; c'est l'oracle qui parle encore, quand l'hiérophante a perdu la raison. Aussi nous avons toujours admiré cette belle pensée de Pythagore : Quand ton père est en colère, comporte-toi comme dans un temple dont le dieu est absent.

Obéissez donc à vos parens, à tout âge, en toute circonstance, même après qu'ils ne sont plus. Que leurs leçons, toujours présentes à vos pensées, soient

pour vous comme une seconde conscience, une règle divine. Dites, quand vous allez mal faire : « Si mon père me voyait!... quel chagrin aurait ma mère, si elle savait !... » Et cette pensée vaudra mieux que les plus belles théories philosophiques sur le devoir et la vertu.

3° L'amour. Ici la plume est près de tomber des mains. Commander l'amour filial, c'est ordonner à l'œil de voir, au cœur de battre. Est-ce un précepte à donner en morale, que de dire à l'homme : Ne sois pas un monstre? Non, nous n'ordonnerons pas aux jeunes-gens d'aimer leurs parens; mais nous leur raconterons les souffrances maternelles, les longues nuits passées près d'un berceau, les agitations, les bouleversemens qu'un changement dans la respiration du nouveau né, un gémissement échappé à son sommeil causaient dans l'âme d'une mère; les joies que produisaient un premier sourire, une première parole; les inexprimables douleurs que faisait naître une première souffrance. Nous leur peindrons les privations, les sacrifices qu'imposaient leurs besoins, sacrifices que ne pouvait ni préparer, ni soutenir l'espoir d'une récompense, car pour en donner le prix, il faudrait en comprendre la valeur : nous leur dirons : Tout ce que vous savez, tout ce que vous pouvez faire, tout ce que vous êtes, c'est à vos parens que vous le devez. Votre santé, c'est le fruit de leurs soins; votre intelligence, c'est le produit de leurs travaux, une continuation de leurs pensées; votre moralité, c'est l'ouvrage de leurs exem-

ples, de leurs leçons. Vous êtes créés par leur parole, par leur esprit, par leur âme, autant et bien plus qu'enfantés par leur union corporelle. Loin donc, bien loin les misérables qui ne verraient dans le rapport du fils au père que le résultat imprévu d'une action aveugle, que le développement organique d'une matière qui suit ses lois éternelles; sophistes parricides, aussi coupables dans la théorie que Néron le fut dans la pratique, monstres en raison comme il le fut en morale. L'amour filial n'est pas une vertu; c'est le premier, c'est le plus simple des devoirs, et son infraction le plus odieux des forfaits.

Nous ajouterons : soyez reconnaissans; faites du bien à vos parens; et ce bien n'est pas difficile non plus, car le plus grand bonheur qu'ils ambitionnent, c'est de vous voir heureux. Travailler pour vous, c'est travailler pour eux : ramenez donc vers cette pensée tous les calculs de votre égoïsme; c'est le moyen de l'ennoblir, de l'élever dans l'échelle morale. Ne voyez que vos parens dans vos travaux, dans vos succès; en attendant qu'un jour vous les réfléchissiez à votre tour sur le bonheur de vos enfans. Au reste, ne croyez pas que jamais on puisse s'acquitter envers ses parens : l'infini ne suffirait pas à la dette contractée avec eux : il est dans leurs bienfaits un caractère indélébile comme le titre de père, la priorité. Celui qui fait du bien sans rien devoir sera toujours supérieur à celui qui paye une dette : votre vie est leur ouvrage, je dis votre vie intellectuelle, votre vie morale; jamais vous ne serez

pour eux, sous ce rapport, ce qu'ils furent pour vous : créateurs. Vous aurez beau vous dévouer pour eux, mourir pour les sauver de la mort : qu'avez-vous donné dans ce sacrifice, le plus grand de tous ceux que vous pouvez faire? Des jours, des années, une machine que le temps allait briser. Ils ont donné, eux, leurs sentimens, leur volonté, leur pensée, tout leur être. Ce dédoublement de soi-même, cette fusion d'une créature dans une autre, ce bienfait, le seul qui ressemble en quelque chose à celui de Dieu créant le monde, il ne fut possible que pour eux, il ne l'est plus pour vous. Le fils ne s'acquitte jamais.

CHAPITRE II.

DEVOIRS DES PARENS ENVERS LEURS ENFANS.

Si les titres de père et de mère sont les plus sacrés de tous, ce sont aussi ceux qui imposent les devoirs les plus pénibles et la plus grave responsabilité. Il ne s'agit de rien moins que de faire un homme; et l'on sait ce que nous entendons par ce mot : un être qui comprenne sa nature, sa loi, sa destinée : un membre de l'humanité, qui sache vivre pour ses semblables : un citoyen, qui soit utile à sa patrie : un bon fils, capable de devenir un bon père. Car une éducation bien faite peut assurer le bonheur de plusieurs générations, et le souvenir d'une bonne mère garantit dans une famille un siècle de vertus. Combien par conséquent sont coupables des parens vicieux ou même négligens! Ils préparent, sans le savoir, des fléaux à la société; ils peuvent avoir à porter le poids d'un crime à venir. Qu'on se rappelle à quel point l'instinct imitateur nous domine dans l'enfance, quelle trace profonde laissent dans l'âme nos premières impressions, nos premières idées, surtout quelle influence nos habitudes exercent sur nos jugemens et sur la liberté de nos actions; et l'on verra ce qu'exige de soins, ce qu'impose de sacrifices, ce que prescrit

d'obligations et d'études l'éducation d'un fils ou d'une fille.

Nous ne pouvons entrer dans tous les détails de ces devoirs : les nombreux ouvrages qu'on a faits sur cette matière, et les lacunes que tous renferment, prouvent qu'elle est inépuisable. Un traité d'éducation est le plus important de tous les livres ; il doit occuper le premier rang dans les sciences, puisqu'il doit renfermer la science complète de l'homme, la première de toutes. D'ailleurs il doit tout contenir, depuis la religion jusqu'à l'hygiène, jusqu'à la gymnastique. Peut-être aussi quelque jour essaierons-nous d'apporter à la masse commune des lumières réunies sur ce magnifique sujet, le tribut de quelques idées que l'expérience nous a fournies, et que le temps doit développer. C'est le devoir de tout homme qui réfléchit, de tout philosophe, de travailler pour sa part à l'amélioration de l'espèce humaine. On a dit bien des choses, depuis Xénophon jusqu'à Rousseau : mais on n'a pas tout dit, et l'on ne cessera jamais d'avoir à dire, parce que la civilisation, soit qu'elle se perfectionne, soit que seulement elle varie, amène dans l'éducation physique et morale de l'homme des besoins nouveaux, et nécessite des leçons nouvelles. Emile, Adèle et Théodore, sont déjà loin de nous.

Contentons nous ici de poser les principes généraux, et d'indiquer aux parens l'ordre et l'importance relative de leurs devoirs.

1. Les premiers soins que l'homme réclame sont

sans contredit des soins physiques. Toutefois nous croyons déjà devoir rappeler que l'être intelligent, qui donne son attention, se souvient, imagine, juge, raisonne et réfléchit, naît avec l'être qui réclame le sein maternel ; ou plutôt que c'est le même individu ; que les fonctions cérébrales commencent avec celles de l'estomac, et que considérer l'enfant comme une machine qui tette et dort est un absurde préjugé. Sans doute il ne faut pas fatiguer son attention ; mais vous n'irez pas aussi lui donner des alimens substantiels. Au reste, nous faisons cette observation plutôt pour combattre une erreur que pour prescrire un devoir, car la nature peut aller seule dans ce premier exercice de l'intelligence ; et sous le rapport physique elle ne peut se passer de nos secours.

Il faut donc assurer la subsistance de l'enfant. La mère doit nourrir son fils.

Nous ne connaissons pas de position sociale, de considération humaine qui dispense de ce devoir. Il est rare qu'une mère s'y dérobe impunément : il est rare que l'enfant n'expie pas cette indifférence. Le premier besoin du fils, c'est le lait maternel ; la première loi d'une mère, c'est d'être mère. Aucun devoir ne peut passer avant celui-là.

Toutefois, songeons au motif de ce devoir : c'est le salut de l'enfant. Et comme ce salut dépend de la santé de la mère, s'il était démontré que celle-ci ne pourra supporter les fatigues de l'allaitement, ou qu'elle ne doit donner à son fils qu'une nourriture

viciée, nous lui permettrions, que dis-je ? nous lui ordonnerions de renoncer à ce plaisir.

C'est une tâche pénible d'être mère, c'est la plus pénible de toutes; mais n'est-ce rien que les joies maternelles, les premières caresses du nouveau-né ? n'est-ce rien que l'amour filial, la plus pure des affections ? sagesse admirable de la Providence, qui a payé les plus grandes peines par les plus délicieuses jouissances, qui a voulu même que le souvenir de ce qu'a coûté le bienfait ajoutât à la félicité de la bienfaitrice.

Quant aux soins qu'exige la santé d'un enfant, ils nécessitent de la part des parens une étude minutieuse et raisonnée de sa constitution, une attention perpétuelle, une surveillance de tous les instans. Nous blâmons sous ce rapport toute confiance en autrui ; nous voudrions ne jamais voir un enfant en bas âge séparé de son père ou de sa mère. Une imprudence est sitôt commise, et peut avoir des suites si funestes ! pères et mères, nous vous permettrons de confier votre jeune famille quand vous nous aurez montré la personne qui, dans l'ordre naturel, doit la chérir autant que vous.

Ne vous bornez pas sous ce rapport à des soins négatifs, c'est-à-dire, à écarter des jeunes êtres qui vous sont confiés tout ce qui pourrait nuire à leur constitution. Songez à la fortifier par d'utiles exercices, par de continuelles épreuves. Les précautions empêchent le mal, et ne font pas le bien, parce qu'elles ne donnent pas la vigueur. C'est ici que les détails

arrivent en foule, et que nous devons renvoyer aux traités d'hygiène, satisfait d'avoir posé le principe.

Etudiez de bonne heure les premiers signes d'intelligence que vous voyez dans l'enfant. Appliquez-vous à ne jamais exercer un de ses sens, une de ses facultés aux dépens des autres. Qu'il ait à voir comme à entendre, à juger comme à sentir. Rien n'est plus facile : il comprendra tout aussi bien la distance d'un objet qu'il en percevra la couleur : les inflexions de votre voix vous feront reconnaître de lui comme les traits de votre visage. Multipliez, variez les sensations : que la lumière succède à l'ombre, au silence un léger bruit, une douce mélodie ; la verdure des arbres et l'air pur des champs à l'atmosphère étroite des appartemens, à la couleur grise des maisons. Surtout qu'il trouve toujours ensemble dans sa mémoire et le bien qu'il éprouve et l'image des personnes qu'il doit aimer. Nous ne voulons pas qu'un étranger captive, au détriment des parens, les premières affections de l'enfance.

L'homme comprend le rapport de la parole à la pensée bien avant que sa voix puisse articuler les sons. Ne l'oubliez pas : et quand vous parlez à l'enfant, veillez à ce que le mot renferme toujours une idée, et l'exprime juste. Il est inutile de faire observer que ce mot doit toujours correspondre à un objet visible, que toute autre expression ne sera pas comprise. On s'étonne de l'énorme différence qui se manifeste dans le premier âge pour les débuts de la parole. On l'attribue le plus souvent à une différence

dans les dispositions : c'est une erreur ; il n'y a pas plus d'étourderie possible qu'il n'y a de génie à six mois. Le mérite ou la faute vient des parens. Bien des mots dans notre langue sont aussi faciles à prononcer que *papa* et *maman* : pourquoi ceux-ci sont-ils en général les premiers articulés ? parce qu'en général on ne les prononce à l'enfant qu'en présence des individus qu'ils rappellent. Essayez de les apprendre à un enfant sans lui désigner personne : il retiendra tout aussi aisément d'autres sons. Il en est de même de cette foule de mots que vous accumulez devant lui : s'ils ne lui portent aucune idée, que voulez-vous qu'il en retienne ? c'est le bruit d'un moulin, c'est un coup de vent dans le feuillage. L'enfant qu'on envoie en nourrice est lent à parler, dit-on, parce qu'on ne lui parle pas : au contraire, personne n'est en général plus bavard avec les nouveaux nés que les gens de la campagne. Mais en même temps personne ne met moins de méthode dans ces sortes de monologues. Essayez celle que nous avons indiquée, et vous verrez avec quelle rapidité va se développer l'intelligence humaine.

Au reste, nous ne faisons valoir cette considération que pour en conclure un précepte beaucoup plus important. Tous les parens, sans exception, doivent à leurs enfans l'instruction première, c'est-à-dire, celle qui servira de base à toute autre, et sans laquelle toute autre peut devenir inutile. Eh bien, cette intruction première est bien simple : elle consiste dans l'observation d'un précepte unique, obser-

vation d'ailleurs aussi rare qu'elle est facile, et c'est pourquoi nous croyons devoir la prescrire.

Dès que l'enfant parle, il questionne; dès qu'il questionne, il faut répondre : et remarquez qu'il questionne toujours. Eh bien, ne lui répondez jamais que la vérité.

La vérité! va-t-on dire : mais ne peut-on pas quelquefois amuser l'enfant par des récits mensongers, par des fables? vous qui ordonnez d'exercer l'imagination de bonne heure, défendrez-vous les fictions?

Non : mais il faudra avertir l'auditeur qu'on lui fait un conte, se hâter d'indiquer la vérité, de la mettre à part, et puis vous pourrez supposer avec lui, imaginer tant que vous voudrez, ou plutôt tant qu'il pourra vous suivre. Encore, ne devez-vous pas vous permettre et encore moins permettre à d'autres, une fiction sans but, à plus forte raison une fiction nuisible.

Ce n'est pas tout; on m'objectera et les vérités qu'on ignore soi-même, et celles qu'on ne peut transmettre à l'enfant, parce que son intelligence ne pourrait en supporter le fardeau.

Pour les premières, la réponse est aisée; la voici : Je ne sais pas. Mais vous rougissez de passer dans l'esprit de votre fils pour ignorant! vaut-il mieux y passer plus tard pour un menteur? ne faut-il pas d'ailleurs que l'homme s'habitue de très-bonne heure à rencontrer une foule de questions sans réponse, et à reconnaître que de celles qu'on peut résoudre, il en est beaucoup qu'il lui faudra négliger? Si vous lui ré-

pondez une sottise, ou il découvrira le mensonge, et vous méprisera ; ou il répétera l'erreur, et se fera mépriser lui-même.

Pour les autres, j'avoue qu'il est très-difficile de se tirer d'embarras. Car enfin dans le premier âge on veut tout savoir, et l'on accumule les questions sans méthode, tandis qu'il faut de la méthode pour apprendre. N'importe : ou tâchez d'expliquer, dans la question posée, ce qui est à la portée de l'enfance ; et il y a dans les matières les plus abstraites, quelque chose qui peut descendre dans l'esprit le plus faible, par le moyen des images : ou, si vous ne pouvez atteindre cette perfection de l'art du maître, détournez l'attention du questionneur ; il est toujours facile de distraire l'enfance : la question reviendra, mais vous aurez eu le temps et d'y préparer votre élève, et de vous y préparer vous-même. Dans tous les cas, le pire de tous les moyens serait de répondre, même juste, par des mots que l'enfant n'entendrait pas. Mieux vaudrait encore lui imposer silence, et lui dire : tu ne me comprendrais pas, je t'apprendrai cela plus tard.

La vérité, toujours la vérité ; c'est le plus grand besoin de l'intelligence, c'est la base de toute bonne éducation. C'est avec cette précieuse semence que vous préparez l'être moral.

On ne peut donner trop tôt à l'enfance l'idée du devoir, par conséquent l'idée d'une loi suprême, d'une volonté souveraine. La notion de cause, appliquée par l'enfant à tout ce qui l'entoure, le conduira

bien vite à l'idée d'une cause première. Ne devancez pas sur cet objet le travail de sa pensée ; mais observez-en soigneusement les premières lueurs ; et dès que cette jeune intelligence pourra, sans fléchir sous cette idée, concevoir une volonté qui ait tout fait et préside à tout, attachez cette découverte aux rapports moraux. Que Dieu soit pour lui, beaucoup moins cette puissance incompréhensible qui fait rayonner le soleil et courir la sève dans les plantes, que cette bonne et sage providence qui donne à l'enfant une mère pour le soigner, bénit la fille qui chérit sa mère, et veut qu'on obéisse pour prouver son amour. Voilà le Dieu que l'enfance peut comprendre, le Dieu qu'elle peut prier. Laissez croître cette vérité dans l'âme ; elle portera ses fruits : insensiblement vous la développerez : elle se complètera soit d'elle-même, soit par vos sages leçons. D'ailleurs tous les parens ne sont pas capables de la suivre jusqu'au terme de ses perfections : viendra le jour où des lumières supérieures seront nécessaires : mais tous les parens, sans exception, peuvent concevoir et mettre en pratique la leçon que nous venons de leur donner.

Puis il en est une autre, également à la portée de tous, celle de l'exemple. Nous n'avons pas besoin de dire qu'elle est la plus efficace. La théorie la plus sage sur l'existence de Dieu, présentée par un athée, serait une dérision aussi vaine que cruelle. Mais ici, le précepte n'est pas long à donner. Parens, soyez religieux, pratiquez tous vos devoirs d'honnêtes gens

et de bons citoyens, et pour l'éducation domestique de vos enfants, vous n'aurez besoin ni de science, ni de méthode.

2. Il arrive un âge où cette éducation devient insuffisante, où le père ne peut pas se charger seul de l'instruction de son fils. Plusieurs raisons s'y opposent. La première, une des plus fréquentes, c'est qu'il n'a pas lui-même les lumières suffisantes. Personne n'a le droit de mesurer ce qu'il donne à ses enfans sur ce qu'il a reçu de ses parens : le plus grand de tous les bienfaits, la richesse la plus solide, c'est la science, et plus on en fut privé soi-même, plus on doit en sentir le prix. Honneur donc à l'homme qui veut que ses enfans en sachent plus que lui, et s'élèvent de quelques degrés dans l'échelle sociale ! nous l'estimons d'autant plus qu'il se prépare peut-être les dédains d'un ingrat, qui rougira de son père, quand il devrait le montrer avec orgueil. Honte à l'infâme qui, du haut de son fauteuil académique, méprise l'atelier de ses parens !

Souvent aussi, quand même il serait capable d'instruire son fils, il ne pourrait pas se livrer tout entier à cette tâche pénible, qui demande presque l'emploi de tous les momens. Des fonctions publiques peuvent réclamer son zèle, et les devoirs qu'elles lui imposent lui laissent trop peu de loisir pour des détails aussi minutieux. Puis ce n'est pas tout : chacun a sa route tracée, ses habitudes prises, son genre d'esprit, son degré de science : *non omnia possumus omnes*. Si les goûts d'un jeune homme, ses dispositions, les inté-

rêts même de sa famille l'entraînent hors de la carrière paternelle, il ne peut trouver au foyer domestique toutes les clartés dont il a besoin. Nous ne sommes pas dans l'Egypte des Pharaons; il n'est pas défendu au fils d'un militaire de devenir avocat, ni au rejeton d'une famille de magistrats d'embrasser l'état ecclésiastique. Il y a donc de droit, de nécessité, une autre éducation que l'éducation domestique.

Nous ne parlons guère ici que des fils : il serait à souhaiter qu'une fille rencontrât toujours auprès de sa mère les exemples et les leçons dont elle a besoin. Sans action dans l'état, les femmes n'ont point d'instruction publique à recevoir. Toutefois nous nous garderons bien de leur défendre la culture de l'esprit. Destinées au rang sacré d'épouses et de mères, elles ont au contraire beaucoup à savoir pour ne pas fléchir sous cette double tâche. Celle qui ne peut instruire sa fille devra donc se décharger de ce soin sur une autre; mais nous n'admettons que cette seule dispense.

Laquelle est préférable, de l'éducation publique ou de l'éducation privée? Question bien rebattue, lieu commun dont la solution varie suivant les temps et les localités. Nous ne croyons pas devoir la traiter : nous nous contenterons de quelques avis à ce sujet.

Il ne faut pas, dans cette comparaison, mettre en présence une éducation privée, dirigée avec habileté, parfaite en tout point, et une mauvaise éducation publique. Il serait injuste aussi de supposer

cette dernière excellente, et l'autre vicieuse. Dans ces deux cas, le choix ne serait pas douteux.

Nous dirons donc aux pères de famille : l'éducation publique, telle qu'elle est (car c'est ici une question de fait), vous semble-t-elle inférieure à celle que vous seriez capable de donner vous-mêmes, ou de faire donner sous vos yeux? Gardez vos enfans. Mais n'oubliez pas que si l'état a institué des écoles pour la jeunesse, c'est que la jeunesse appartient à l'état plus qu'aux familles; et dans les leçons que vous allez procurer à votre fils, songez à former un citoyen.

Si, au contraire, vous ne pouviez arriver à ce but; s'il vous semble que la grande route est plus sûre que le sentier pour vous y conduire; si vous trouviez dans les institutions sociales des garanties que toute la prudence d'un père, toute la sagesse d'un précepteur ne pourrait assurer, livrez vos enfans à la patrie. Mais alors n'oubliez pas qu'ils sont encore à vous; que vous leur devez la plus minutieuse surveillance : que, tout en déléguant vos droits et vos devoirs, vous restez toujours responsables envers l'état de leurs vices et de leurs vertus. Bien des pères s'imaginent avoir conquis leur liberté, quand ils ont mis leur fils au collége : ils n'ont fait que doubler leur tâche, parce qu'ils l'ont rendue plus difficile.

Voilà pour les faits : si nous considérons le droit, nous croyons que l'état ne peut imposer l'obligation des études publiques : que chaque père est libre de choisir pour son fils et la science et les maîtres qu'il

veut lui donner. Mais nous pensons aussi que l'état peut exiger qu'on lui rende compte de l'instruction qu'on a reçue, et, selon qu'il approuve ou condamne, reconnaît l'aptitude ou signale l'incapacité, refuser ou permettre l'exercice des fonctions auxquelles on s'est préparé loin de sa surveillance.

Quant au choix à faire entre ces deux sortes d'éducations, si toutes deux étaient parfaites, nous n'hésiterions pas. Destiné à la société, membre futur de de l'état, bien plus que de la famille, le jeune homme ne pourrait être placé de trop bonne heure au milieu de ses semblables, pour apprendre par la pratique cette foule d'idées si utiles, qu'on ne sait jamais bien par la seule théorie, l'égalité devant la loi, la subordination aux autorités légitimes, le pouvoir de l'exemple, la supériorité du vrai mérite, et en général toutes ces relations sociales qui font la vie et la force des états. L'éducation domestique apprend à chérir le sol natal, le pays : un collége apprend à connaître, à aimer la patrie.

Quoi qu'il en soit, un nouvel ordre de devoirs se rattache à ces considérations, je veux dire ceux envers nos maîtres.

Le précepteur particulier représente le père : c'est en son nom qu'il commande, qu'il instruit, qu'il répand des bienfaits. Cette tâche est immense : porter, sans être père, le poids de l'autorité paternelle, image de la Providence, c'est s'imposer des obligations plus qu'humaines. Un bon précepteur est, dans l'ordre moral, le plus extraordinaire des hommes :

c'est un Dieu descendu dans une famille. On ne peut jamais assez lui accorder de vénération, d'obéissance et d'amour.

Le maître public représente l'état : ses rapports avec la famille ne sont qu'indirects : le compte qu'il rend au père n'est que de pure bienveillance. C'est un magistrat de science et de vertus. Si, comme le précédent, il comprend sa noble mission, s'il est digne de la confiance publique qui l'honore, il a droit, comme lui, à faire respecter son caractère, écouter sa parole, chérir ses bienfaits. Toutefois, les devoirs qu'il impose, dictés de plus haut, établissent entre lui et ses élèves des communications moins affectueuses. S'il les aime, c'est plutôt un penchant de son caractère qu'une obligation de sa place : grave comme la loi dont il est l'organe, comme la science dont il est l'interprète, il ne peut descendre à ces détails de la conduite privée qui rappelle la surveillance paternelle. Sa règle fixe est moins l'intérêt de chacun que l'intérêt de tous : en un mot, il songe à faire des citoyens, des hommes, à composer avec ordre la société future, et ne s'inquiète de l'individu que pour le façonner à l'utilité générale.

Des services pareils ne se payent pas : le précepteur particulier peut songer du moins à la reconnaissance de son élève; celui-ci ne peut rien demander, rien attendre : il ne doit penser qu'à son devoir.

CHAPITRE III.

DEVOIRS DES ÉPOUX.

Le fondement de nos devoirs dans le mariage est, comme en tout, la volonté du souverain législateur, manifestée par les faits.

L'instinct physique, l'instinct moral qui rapproche les sexes, l'attachement durable de l'homme et de la femme, la nécessité de cette durée pour le bonheur de la famille et le maintien de la grande société humaine, la force naturelle de l'un des époux, la faiblesse naturelle de l'autre; voilà les bases sur lesquelles repose le mariage, et le principe des obligations qu'il entraîne.

Le premier de ces faits est commun à toutes les espèces animées. L'animal est non seulement attiré vers sa compagne par une force invincible : mais il l'aime, il la protége, il semble ne vivre que pour elle, pendant la courte durée de leur union.

Ailleurs que dans l'espèce humaine, cet instinct s'arrête là. Il cesse avec les besoins de la jeune famille. Ce n'est point un être moral que le père et la mère sont appelés à former : aussitôt que le nourrisson peut pourvoir lui-même à sa subsistance, l'unique affaire de sa vie, tous les liens sont brisés. L'amour maternel, l'autorité paternelle, font place à

l'indifférence, à l'égalité absolue : vous ne trouvez plus un père, une mère, des enfans ; mais un mâle, une femelle, des jeunes et des vieux.

Chez l'homme, c'est autre chose : à l'instinct se mêle la conscience et s'unit la raison : l'être moral, toujours le même, est toujours soumis aux mêmes devoirs. Le pacte une fois compris et juré, il ne peut plus ni l'enfreindre ni le détruire, parce qu'il n'a pas fait la loi sur laquelle il repose. Dieu seul a créé l'amour conjugal, comme il a créé l'instinct qui rapproche les sexes : et il faut bien se garder de confondre cet instinct et cet amour.

Mais cet amour et cet instinct ne sont que des moyens ; le but est la propagation de l'espèce.

C'est donc dans l'intérêt seul de l'espèce, considéré au moral comme au physique, que la société doit consacrer le mariage, et la religion le bénir.

Les anciens législateurs semblent avoir peu compris la dignité du mariage, et par conséquent les devoirs respectifs des époux. L'attrait des sexes, la faiblesse de l'un et la force de l'autre, voilà les seuls principes sur lesquels ils appuyaient cette institution. Elle ne leur semblait alors qu'un contrat entre deux individus, tout au plus entre deux familles ; contrat inique, où la force seule faisait loi, puisque d'un côté se trouvaient presque tous les droits, de l'autre presque tous les devoirs. De là l'esclavage ou tout au moins la dépendance absolue des femmes : le pouvoir de les prendre ou de les répudier à volonté, la liberté même d'avoir à la fois plusieurs

épouses ; comme si la femme n'était destinée qu'à la gestation et à l'allaitement ; comme si le titre de mère n'exigeait pas, sous le rapport intellectuel et moral, un développement de facultés, un exercice de puissance qui la fit marcher l'égale de l'homme. Constituée au profit des familles, la société aurait dû ne pas y placer la tyrannie pour en faire sortir la liberté. Il aurait fallu que la loi descendît davantage dans les rapports domestiques, et que Thémis, en entrant chez le citoyen, ne laissât pas sa balance sur le seuil.

Le christianisme a rétabli l'équilibre. Grâce à cette religion sainte, le mariage est devenu ce qu'il doit être, une institution divine et sociale en même temps. Ce ne sont plus seulement deux individus qui s'unissent comme autrefois, c'est Dieu qui les appelle l'un vers l'autre, c'est l'état qui, en joignant leurs mains, leur ordonne de vivre pour lui plus que pour eux. Le sceau de la religion, celui de la patrie, indélébiles tous deux, sont apposés au contrat. L'homme et la femme comprennent qu'ils doivent à Dieu des hommes, à l'état des citoyens : que l'amour qu'ils ont l'un pour l'autre ne sera pur qu'en se réfléchissant sur ces devoirs imposans, sur cette mission sublime : que le bonheur de tous est dans leur bonheur, l'union sociale dans leur union, les vertus publiques dans leurs vertus. Egaux sous ce rapport, que tous deux ont à remplir d'impérieuses obligations, ils ne voient dans l'inégalité qui les distingue, que, d'un côté, une règle à suivre pour le

partage des charges domestiques, de l'autre, un avertissement pour les devoirs mutuels. Ainsi l'homme, chef politique de la famille, la protége et la représente, responsable devant Dieu et devant l'état, de ce petit monde dont il est le pontife et le roi. La femme, providence du dedans, règne par l'exemple de ses vertus, par l'importance de ses soins domestiques : elle tempère l'autorité par l'amour, le juste par l'utile, la loi par la promesse, la morale par l'intérêt. Obéis, dit le père, c'est ton devoir; obéis, ajoute la mère, c'est ton bonheur. On se souvient de son père quand on est coupable, de sa mère quand on est malheureux. C'est peu; cet équilibre dans l'union conjugale se retrouvera dans la société : partout où vous verrez les femmes esclaves à la maison, vous verrez la nation barbare : les mœurs publiques s'épureront au foyer domestique : relevez l'influence des femmes dans la famille, vous répandrez dans l'état les sentimens qui entretiennent sa vie, sans altérer ceux qui doublent sa vigueur. Sans les femmes, vous aurez des vertus violentes, fanatiques, mais éphémères : la férocité sera toujours près du courage, et l'orgueil près du mérite. Les hommes font les lois, les femmes seules font les mœurs; et les bonnes mœurs sans les lois valent mieux que les bonnes lois sans les mœurs.

Puis, dans leur rapport entre eux, l'inégalité des époux devra servir de base aux devoirs, comme l'égalité tout à l'heure. La conformation physique de

l'homme, sa supériorité intellectuelle, l'énergie de sa volonté, doivent sans doute beaucoup aux institutions sociales. Mais ces différences sont aussi dans la nature. Donc l'homme est né pour commander, la femme pour obéir. Ainsi soumission d'une part, protection de l'autre; telles sont les règles générales que toutes les religions et tous les codes ont prescrites. Du reste, l'amour et la fidélité doivent être semblables des deux parts : le mari infidèle est aussi coupable que l'épouse adultère : si la société flétrit davantage, si elle punit plus sévèrement la femme, c'est que les conséquences de son forfait sont plus dangereuses. Mais c'est ici une question d'utilité, non de morale : des deux côtés la même loi a été violée, le crime est égal.

Il n'entre point dans notre plan d'examiner à fond les questions sociales qui se rattachent à celle du mariage, comme la polygamie, le célibat, le divorce. Elles sont en général plus politiques que morales. Nous nous contenterons d'un mot à ce sujet.

La polygamie est contre nature. Sous le rapport physique, il est absurde d'attacher plusieurs femmes à un seul homme. Qu'il se fasse animal, je le veux bien, qu'il change de compagnes selon l'inconstance de ses désirs : qu'il ait cent femmes, mais non cent esclaves, et que chacune d'elles puisse avoir cent maris; l'espèce sera avilie, mais non pas retardée dans sa progression, non pas viciée dans son origine. Sous le rapport moral, la polygamie est plus absurde encore. C'est ne rien comprendre à la nature hu-

maine que d'unir les sexes sans amour, et c'est les unir sans amour, que de prétendre en même temps concentrer sur un seul être l'affection de plusieurs autres, et faire rayonner également sur plusieurs l'affection d'un seul. Nous l'avons dit, le penchant moral, le besoin d'aimer et d'être aimé est égal dans les deux sexes, durable dans tous deux; et la polygamie en détruit l'équilibre comme elle en rend impossible la durée.

Le célibat, en général, est un fléau pour la société, et en même temps une infraction à la loi de Dieu. Toutefois, il faut envisager l'esprit de cette loi : elle a pour but beaucoup plus la conservation morale de l'humanité que sa continuation physique. Si par conséquent, dégagé de toute vue d'égoïsme, le choix du célibat n'a pour objet que le dévouement complet au bien être de ses semblables, au prix des plus douloureux sacrifices, loin de le blâmer, nous l'admirons. On exalte bien celui qui donne sa vie pour son frère, pour son pays : pourquoi n'aurait-on pas des éloges pour une abnégation plus pénible cent fois? car le renoncement à la vie n'exige qu'un instant de courage, et ici la lutte est de tous les jours, et dure de longues années. Il s'agit d'oublier non seulement des nécessités physiques, mais, ce qui coûte bien davantage sans doute, les plus délicieuses affections de la vie, l'amour conjugal, l'amour paternel; et cela, au milieu d'une société qui n'a pas assez de spectacles, pas assez de poésie pour vous éblouir du prestige de ce bonheur. Certes, il est

plus qu'un homme, celui qui dit avec force, qui dit toujours : « Point d'autre amour que la charité, point d'autre famille que le genre humain : je suis tout à tous. » Il n'appartenait qu'au christianisme de prêcher cette vertu sublime : mais il ne pouvait en faire, il n'en a pas fait un devoir; comme il n'en a pas fait un de mourir pour sa patrie.

Quant au divorce, il suffira, pour comprendre nos principes à ce sujet, de se rappeler sur quelles autorités nous avons appuyé l'institution du mariage. S'il ne s'agissait dans cette union que d'un pacte entre deux individus, il est évident que l'accord des parties contractantes suffirait pour le rompre comme il aurait suffi pour l'établir. Mais avec ces deux intérêts, sont représentés dans le mariage, ceux de deux familles, ceux des enfans à venir, ceux de l'état, ceux de la religion. Voilà toutes les parties contractantes. Si vous pouvez les mettre d'accord pour déchirer l'acte, le divorce est permis.

Voilà les principaux devoirs de famille. Ajoutons-y que les enfans doivent s'aimer entre eux plus qu'ils n'aiment tout autre homme, parce que les rapports qui les unissent sont plus intimes. Même origine, mêmes bienfaits, même éducation : la famille est leur première patrie, l'amour fraternel leur première liaison ;

Un frère est un ami donné par la nature.

comme un père est un roi imposé par Dieu même. Puis, l'âge et le sexe apportent quelques nuances

dans ces mutuelles affections. Quelque chose du père est descendu dans l'aîné : il doit veiller sur les plus jeunes, et leur donner l'exemple de l'amour filial, de l'obéissance, du respect. Vis-à-vis de sa sœur, le frère aussi réfléchit en quelque sorte la dignité conjugale : fut-il plus jeune qu'elle, il lui doit protection parce qu'il est homme, et respect parce qu'elle est femme. Celle-ci, de son côté, dans sa conduite avec ses frères puinés, doit se souvenir de sa mère. Ainsi s'établissent des liens durables : ainsi la famille, en se développant plus tard dans l'état, n'y portera que des vertus, l'exemple de la soumission aux lois, du respect des droits de chacun, et surtout de cette bienveillance sans laquelle la probité se contente de rester inoffensive, oubliant qu'il est un devoir plus précieux que l'obligation de ne pas faire de mal, celle de faire du bien.

IIIme SECTION. — MORALE SOCIALE.

Les animaux vivent en troupe ; l'homme seul vit en société.

La société n'est donc pas une simple réunion fondée sur une communauté d'instincts et de besoins : c'est aussi, c'est surtout un rapport de droits et de devoirs.

Issu d'une même origine, appelé à la même destinée, vivant sous la même loi, le genre humain peut être considéré comme une grande famille, où tous les individus sont frères. Là, si l'on fait abstraction de toute autre chose que du caractère d'homme, l'égalité est partout.

Mais nous avons déjà vu qu'il est à côté de cette abstraction des réalités qui détruisent l'équilibre. Ces réalités sont l'œuvre de Dieu.

Il en est d'autres, que l'homme a faites, et qui n'en existent pas moins positivement, qui ne détruisent pas moins la théorie de l'égalité humaine. Calquées sur la famille, les institutions civiles établissent un nouvel ordre de devoirs.

Nous disons *calquées sur la famille*, parce que nous ne trouvons nulle part dans l'histoire une cité ou le principe d'égalité soit autre chose qu'une fiction. Partout nous voyons des lois à suivre, une au-

torité à respecter, des priviléges à maintenir. Nous ne comprenons donc pas comment les rapports d'homme à homme pourraient servir de base aux combinaisons civiles : il faudrait pour cela changer la nature humaine.

Avant donc d'arriver à nos devoirs envers tous, devoirs qui toujours correspondent à des droits, et qu'on peut appuyer sur l'abstraction d'une égalité parfaite, parlons des réalités civiles comme nous avons parlé des réalités domestiques.

CHAPITRE PREMIER.

DEVOIRS ENVERS L'ÉTAT.

Le commencement des états se perd dans la nuit des temps : il est téméraire de lui assigner une seule cause. Trois nous semblent probables, sans parler de leur combinaison entre elles.

La première, la plus conforme à la nature, c'est l'autorité paternelle. Chef légitime de sa famille et de ses descendans, le père ou l'aïeul, règne *par la grâce de Dieu :* les hommes privés de leurs parens, par conséquent de leur force, viennent réclamer son appui. Le pouvoir paternel, en les couvrant de sa protection, les enveloppe de son autorité : ainsi se constitue le gouvernement patriarcal.

L'origine la plus naturelle ensuite, pour les états, la plus commune peut-être, c'est l'usurpation. Tantôt le premier occupant d'une contrée s'en déclare le propriétaire : tantôt le plus habile ou le plus fort parmi les hommes d'un pays croit voir son droit de commander dans le besoin qu'on a de sa sagesse ou dans la crainte qu'il inspire : souvent enfin c'est une ligue des méchans en faveur d'un brigand qui les paye de leurs services, contre les faibles dont la dépouille doit fournir la récompense. Dans tous ces cas, commencée par un abus de la force, l'autorité ne

tarde pas à s'apercevoir que pour assurer sa conquête, il faut la rendre utile aux vaincus ; qu'on pardonne au despotisme quand on aime le despote : et peu à peu la prescription se forme, l'intérêt des gouvernés se fond dans celui du gouvernant, et la légitimité s'établit. Dire comment, dire à quelle époque, est chose impossible ; mais il est certain que la force a fait place au droit, dès qu'on peut raisonnablement supposer une fusion d'intérêts entre les sujets et le chef, un consentement tacite, mais unanime des premiers à se laisser régir par l'autre. Ainsi la conquête des Francs dans la Gaule, injuste comme celle des Romains, ne tarde pas à se légitimer par le mélange des deux nations, tandis que celle des Turcs dans la Grèce, après quatre siècles de possession, n'était pas encore légitime.

Enfin les sociétés ont pu commencer par convention : pour renverser un usurpateur, pour résister à d'injustes agressions, des hommes ont pu se réunir, mettre en commun leurs ressources, élire leur chef, consacrer par un contrat unanimement adopté les formes de leur gouvernement. Mais cette origine, quoique possible, nous semble exiger trop de conditions pour s'être souvent réalisée. Pour avoir des droits égaux, il faut que tous apportent également à la masse. Or, le père apportera toujours son autorité, le fils son obéissance; le fort sa vigueur athlétique, le faible ses ruses et ses frayeurs ; la nature travaillera toujours en sens inverse de l'homme : partout où il posera l'égalité en principe, elle apportera ses iné-

galités impérieuses. Supposera-t-on que les pères, égaux entre eux, stipulent seuls les intérêts de leurs familles? Mais il faut admettre que toutes les familles ont encore leur père : qu'il n'y aura pas de contestation entre celui-ci et l'aïeul : que tous ces chefs naturels seront égaux en force physique, en intelligence, en âge : que celui qui dira : je donne à l'état vingt défenseurs, ne réclamera pas une part de puissance supérieure à celui qui n'en offrira que deux. Il faut supposer que sensible uniquement à l'intérêt général, chacun oubliera ses besoins, ses acquisitions antérieures, et dépouillera pour un temps ses passions : il faut supposer que l'homme cesse d'être l'homme.

Au reste, regardez à la première page de toutes les histoires, interrogez tous les monumens antiques, consultez toutes les traditions, nulle part vous ne verrez les hommes se donner par convention une patrie, des lois, un gouvernement. C'est toujours, ou un père de famille qui continue paisiblement et transmet à ses fils l'autorité que Dieu lui conféra, ou un homme supérieur qui rassemble soit par la persuasion, soit par la force, des tribus, des hordes errantes, sans ressources, sans idées fixes, et les réunit en corps de nation sous l'empire des lois qu'il leur dicte et du gouvernement qu'il leur impose. Chez les peuples du nouveau monde, au 16^{e} siècle, et maintenant encore dans les îles sauvages de l'Océanie, quelles traditions trouvons-nous? toujours un législateur descendu du ciel, ou venu de contrées

lointaines, qui se déclare dieu, ou roi, usurpe l'autorité législative, le pouvoir exécutif, et transmet comme un droit l'héritage de sa puissance. Dans l'Asie, berceau du genre humain, partout, autrefois, et même encore dans quelques régions, le gouvernement patriarcal. En Égypte, même origine : en Grèce et dans toute l'Europe méridionale, les états commencent comme en Amérique. Dans le Nord, Odin fait des lois, constitue une nation, comme Linus, Orphée, Cécrops, Romulus, Minos. Si quelquefois, dans les hordes germaines, nous voyons la convention, ou plutôt l'assentiment général consacrer l'autorité de l'homme hardi qui propose une entreprise, ce contrat ne stipule que pour la durée de l'exécution : la conquête achevée, l'autorité du conquérant ne se continue que par l'usurpation. Ainsi Clovis, chef des Saliens, par la force de ses pères, devient par la sienne propre chef de tous les Francs. Il propose de chasser les Romains de la Gaule : on y consent, on le fait chef de l'entreprise qu'il a conçue ; et le Salien vainqueur change en sceptre sa framée.

Renonçons donc à une hypothèse qui n'a d'application complète nulle part, et n'exista jamais que dans l'imagination des publicistes. Conservons-la seulement comme fiction, pour comprendre l'égalité de tous les citoyens devant la loi, comme principe pour résister aux envahissemens du despotisme. Mais gardons-nous d'en faire l'objet d'une composition spéciale de la société.

Nos devoirs envers l'état peuvent se ramener à ces trois principaux : obéissance aux lois, respect à l'autorité, dévouement au bien de tous, ou patriotisme.

1. La loi, c'est, avons-nous dit, la volonté souveraine. Dieu seul est souverain.

La loi a pour objet le bonheur de tous. Donc, une loi n'est bonne qu'autant qu'elle assure l'intérêt général.

D'après ces principes, aucun individu ne peut ni déléguer, ni posséder par lui-même la souveraineté. Elle n'existe que dans la volonté de tous. Mais tous ne peuvent pas faire les lois. Il faut donc que la société délègue ses pouvoirs, et désigne son législateur. Ce législateur, ici, n'est qu'un seul homme, dont on a reconnu la haute sagesse : là, c'est un être idéal, une fiction, représentée par une ou plusieurs assemblées. Comme homme, ce législateur, égal à tous, est lui-même soumis à la loi qu'il établit ; comme législateur, il est souverain de tous. Sans cette abstraction, il est impossible d'expliquer la société civile ; elle ne paraîtra partout que l'abus de la force. Toute loi serait une volonté plus puissante que d'autres, qu'une nouvelle volonté plus puissante à son tour aurait le droit de renverser.

Ce principe posé, il est évident que les lois sont au-dessus de tout dans l'état : que détruire les lois d'un pays, c'est dire : Ici il n'y a plus de patrie.

Tout citoyen doit donc se regarder, par rapport aux lois, non pas comme leur auteur, parce que son bien-être serait attaché à leur accomplissement : ce

serait confondre leur objet avec leur principe ; mais comme leur subordonné. Seul il n'eût pas fait de lois; il eût subi celles de la nature : en s'unissant à d'autres, il a dit à l'un de ses semblables ou à plusieurs : faites-nous des lois; c'est-à-dire, soyez pour nous l'interprète des volontés divines. Il a mis tout simplement, à son choix, un homme entre Dieu et lui. Le grand livre de la nature était là : il savait que ses besoins et les moyens de les satisfaire s'y trouvaient écrits, mais dans une langue qu'il ne pouvait comprendre. Il a désigné celui qui devait la lui traduire ; il s'est soumis à la traduction ; par conséquent au traducteur quand il faisait son œuvre; par conséquent pas à lui quand il cessait de regarder dans le livre pour parler en son propre nom.

Obéissons donc aux lois, quand même elles nous paraîtraient injustes, car nous ne sommes pas la puissance qui les a faites, l'intelligence qui en a pesé les motifs et compris l'utilité. Nous ne connaissons qu'un seul cas d'exception : celui où la loi commanderait le crime. Mais ce cas est impossible; car le législateur légitime ne peut ordonner l'immoralité, puisqu'il est légitime. Et quant à l'usurpateur, ses ordres n'étant pas des lois, on pourrait toujours les enfreindre.

2. La nécessité de confier à des hommes le pouvoir de faire des lois, et celle d'assurer par une autorité permanente le maintien de leur exécution, ont donné naissance aux diverses formes de gouvernemens. Ces formes différentes, selon les climats,

les mœurs, le génie des peuples, le besoin des âges, consistent dans la combinaison du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Ces deux pouvoirs tendent à se diviser: la violence seule peut les réunir, mais ce n'est jamais pour long-temps.

Ainsi l'on a rêvé le gouvernement despotique, où la volonté d'un seul homme fait la loi sans conseil, sans contrôle, et l'exécute sans résistance :

Le gouvernement démocratique, où tous, sans exception, se proclamant souverains, obéissent à la loi qu'ils ont faite eux-mêmes, et se surveillent dans son accomplissement.

Ces deux formes, dans toute leur pureté, sont impossibles : pour gouverner despotiquement, il faudrait être un dieu ; pour se gouverner démocratiquement, il faudrait être plus que des anges.

Aussi malgré les nombreux essais qu'on a tentés, jamais on n'a pu réaliser ni l'une ni l'autre. Le despotisme a pu régner par la terreur ; mais c'était le règne d'un jour : il ne tardait pas à s'évanouir. Les gouvernemens qu'on appellent despotiques ne le paraissent que parce qu'ils tendent vers cet abus : du reste, vous voyez partout le pouvoir législatif balancé par des institutions fondamentales, le pouvoir exécutif entravé par des résistances. Moins elles sont légales, et plus elles ont de force, plus le maître prétendu tremble devant elles. Mahmoud craint plus les Janissaires, quoiqu'il ait brisé leur pouvoir, que Napoléon ne craignait son corps legislatif et son sénat.

Le prince absolu qui fait consacrer ses volontés est bien plus près du despotisme que celui qui les impose.

Il en est de même de la démocratie, fantôme qu'adorent les uns, qui fait pâlir les autres, et qui n'exista jamais. Moins illégitime que le despotisme, mais plus absurde, ce gouvernement se résout de lui-même ou en anarchie, c'est-à-dire, désorganisation complète, ou en aristocratie. C'est un bonheur quand il ne mène pas droit à la tyrannie.

Il n'exista jamais que des gouvernemens mixtes : il n'y a que ceux-là de possibles.

Le principe du gouvernement mixte, c'est la division du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Ses nuances sont indéfinies, selon qu'il se rapproche du despotisme ou de la démocratie. S'il devient l'un ou l'autre, il est perdu.

Les extrêmes les plus éloignés où il soit parvenu dans ces deux sens, sont, d'une part, les gouvernemens d'Asie, de l'autre, l'ancienne république d'Athènes. Ceux qui considéreront attentivement ces deux sortes d'états reconnaîtront la vérité de ce que nous venons de dire, qu'il n'exista jamais ni despotisme absolu, ni démocratie complète.

La perfection du gouvernement consiste dans l'équilibre des pouvoirs. Cet équilibre ne peut se régler d'une manière invariable. Le mieux combiné est celui qui s'accorde le mieux avec les mœurs d'un pays.

Tout gouvernement se compose nécessairement

d'élémens monarchiques, aristocratiques, et démocratiques.

En Amérique, où le peuple a fait la constitution, les élémens démocratiques dominent.

En Angleterre, où la charte fut l'ouvrage des seigneurs, l'aristocratie exerce plus d'influence.

En France, quand les concessions venaient du trône, il était naturel que le principe monarchique dominât. Depuis qu'une violente secousse venue du peuple a renversé la vieille monarchie, et détruit le principe suranné du pouvoir qui octroie, les élémens démocratiques dominent comme en Amérique. Mais ils n'ont pu arriver jusqu'à l'état républicain, et abolir complètement le principe monarchique, parce qu'il a quatorze siècles de durée, et que les autres ne font que d'apparaître à une existence légale.

Le devoir du citoyen est de connaître la constitution de son pays afin de savoir ce qu'il doit respecter. Sans doute ces grandes combinaisons politiques ne sont pas à la portée de toutes les intelligences, et supposent des études préliminaires. Mais nous écrivons surtout pour ceux qui ont fait ces études, et nous regardons cette dernière comme le complément indispensable de toutes les autres, d'autant plus que notre éducation publique nous expose sur ce sujet à de graves inconvéniens. Nos premières idées, nos idées les plus habituelles, celles par conséquent qui doivent exercer sur nous la plus longue influence, nous allons les puiser dans les écrivains de la Grèce et de

Rome. Accoutumés aux déclamations du Pnyx et du Forum, nous courons déclamer à la tribune, et nous nous croyons libres, quand nous avons fait un discours sur la liberté. En sortant du collége pour entrer dans la vie positive, on a toute une éducation à recommencer, tout un monde à refaire dans sa pensée. On vient de vivre pendant dix ans avec des tribuns, des archontes, des prétoriens, des éphores, des satrapes, des proconsuls, personnages très déplacés dans la civilisation moderne; on ne voit partout que *tyrans* ou *démagogues;* et pour mettre en ordre tous ces matériaux, pour en construire dans sa raison l'édifice social actuel, on s'adresse aux partis selon ses goûts, ses opinions, sa famille, au lieu d'étudier les lois et les faits, seule école politique où l'on trouve de vraies et solides instructions. Alors l'autorité semble naturellement illégitime, parce qu'on la considère moins comme la garantie d'un état de choses dont on n'a pas l'idée, que comme l'exercice d'un pouvoir obtenu et conservé par la force. Il n'en était pas de même dans ces anciennes républiques, si turbulentes et toujours agitées. Le respect pour l'autorité se conservait au milieu même des séditions. C'est que chacun savait où placer la limite de ses droits, et mesurait sur leur portée l'étendue de ses devoirs : c'est que chacun, soit dans les écoles publiques, soit dans la demeure paternelle, apprenait la constitution de son pays. Chez nous, demandez aux jeunes gens ce que c'était qu'un préteur; presque tous vous le diront : combien en trouverez-

vous qui vous expliquent ce que c'est qu'un juge-de-paix ?

3. Quand le citoyen aura connu les lois de l'état, la forme des institutions qui le régissent, nous voulons qu'il aime sa patrie. Sans doute, il peut envier le sort de ses voisins, comme lui-même peut être un objet d'envie. Mais cette comparaison ne doit en rien toucher au patriotisme. Le fils d'un homme qui n'a ni vertu ni talens peut regretter de n'avoir pas un meilleur père sans être pour cela dispensé d'un seul des devoirs qu'impose l'amour filial. Vous blâmez les institutions de votre patrie : mais c'est à l'abri de ces institutions que vous avez grandi, que votre intelligence s'est développée : c'est à leurs bienfaits que vous devez le talent qui les juge, et la force d'esprit qui les condamne. « Les Etats-Unis, dites-vous, sont mieux constitués que la France; je pars pour l'Amérique. » Eh bien, moi, je préfère le turban au chapeau, l'indolence asiatique à l'activité européenne : mon motif n'est pas plus mauvais que le vôtre; je pars pour Siam. Avec de pareils raisonnemens, on aurait bien vite désorganisé les états : l'intérêt personnel deviendrait l'unique mesure du patriotisme : *ubi benè, ibi patria.* Mais il faudrait prouver d'abord ou qu'on n'a rien reçu, ou qu'on ne doit rien : que la loi française, qui nous a jusqu'ici protégés dans l'exercice de nos droits, et la loi américaine, qui n'a rien fait pour nous, c'est tout un : qu'un fils aurait le droit de dire à sa mère : « Je connais une femme qui soigne mieux

que toi ses enfans; je vais me mettre sous sa tutelle : adieu, je ne suis plus ton fils! »

La patrie avant tout! disaient les anciens. La patrie après tout! semblions-nous dire. La vertu est quelque part entre ces deux excès : nous venons de faire un pas immense pour l'atteindre.

L'homme doit à ses concitoyens l'emploi des facultés que l'éducation a développées en lui. C'est une grave offense envers l'état que d'aller porter à d'autres sociétés le tribut de ses talens : c'est un crime si cet emploi de forces était dirigé contre la patrie.

Nous reviendrons en détail sur ces devoirs dans le chapitre suivant, en les classant sous les titres : *de la vie*, *de la propriété*, et *de la liberté*.

CHAPITRE II.

DEVOIRS ENVERS TOUS LES HOMMES.

Enfin voici l'homme considéré comme membre de la grande famille humaine, abstraction faite des inégalités domestiques et civiles.

Ici tous sont égaux : les devoirs de l'un sont ceux de tous les autres, et la morale s'appuie tout entière sur ces deux préceptes, l'un négatif, fondé sur l'égoïsme, l'autre positif, fondé sur la charité.

Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît.

Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fît à toi-même.

Or, trois biens sont communs à tous, et constituent trois ordres de devoirs. La vie, la propriété, la liberté : ces trois mots renferment le droit naturel. Nous examinerons ses rapports avec le droit civil.

§. 1. *Du droit de vie.*

La vie est un fait qui n'est pas l'œuvre de l'homme, mais de Dieu.

Donc il faut que tout homme vive, tant que Dieu n'ordonne pas qu'il meure.

Or Dieu a deux manières d'ordonner qu'il meure,

l'une physique, c'est la mort naturelle ; l'autre morale, c'est la loi, soit qu'elle permette de tuer, soit qu'elle prescrive de mourir.

Nous allons examiner avec ces principes la question de l'homicide, celle du suicide, celle du duel.

Et pour prévenir une objection spécieuse qui s'appuie sur ce que l'homme change ou détruit à chaque instant, sans culpabilité, l'œuvre de Dieu, en faisant servir à ses besoins, à ses caprices, la vie des animaux, nous rappellerons que la vie dans l'homme n'est pas un fait isolé; qu'il tient à une loi morale autant et plus même qu'à une loi physique : que par conséquent en arrêtant à son gré sa propre vie ou celle d'un autre, c'est toute une existence morale qu'on modifie, c'est une destination qu'on méconnaît, un être qu'on enlève à sa nature, à sa loi. *

1. L'homme doit respecter la vie de son semblable. L'homicide est le plus grand des crimes.

Plus les liens qui unissent l'assassin à la victime sont nombreux et sacrés, plus son action est coupable. Tuer son père, ou son roi, sont des forfaits beaucoup plus odieux que le meurtre d'un étranger.

Les Stoïciens avaient donc tort de dire que toutes les fautes sont égales. Ils ne voyaient dans l'infrac-

* Toi qui crois Dieu existant, l'âme immortelle, et la liberté de l'homme, tu ne penses pas sans doute, qu'un être intelligent reçoive un corps et soit placé sur la terre au hazard seulement pour vivre, souffrir, et mourir? il y a bien peut-être à la vie humaine un but, une fin, un objet moral... (Rousseau. *Lettre sur le suicide.*)

tion de la loi que la volonté de mal faire : mais ils ne tenaient pas compte des obstacles que cette volonté rencontre, et de la persévérance qu'il faut mettre à vouloir mal faire pour commettre certaines actions. Certes, celui qui veut être parricide trouve dans sa nature des résistances bien plus fortes que s'il voulait se rendre coupable d'un vol; dans la victoire qu'il remporte sur ces résistances il y a bien plus de perversité, parce qu'il lui faut, pour vouloir ce forfait, une effroyable énergie de scélératesse. D'ailleurs, il suffirait, pour détruire à ce sujet l'axiome du Portique, de rappeler que le mérite ou la culpabilité de toute action augmente ou décroît en raison du plus ou moins de liberté qu'on eut pour la faire.

On attente à la vie de son semblable, non seulement par des actes violens, mais aussi par une action lente sur ses organes. Lisez dans Schiller l'horrible monologue où Frantz méditant les moyens d'abréger les jours de son père, s'écrie avec impatience : « l'arsenal de la mort est-il donc épuisé ? » c'est aux chagrins qu'il en appelle, pour commettre le parricide : il veut user la vie du vieux Moor par le désespoir, en l'abreuvant de douleurs. Croyez-vous que ce crime soit moins affreux, parce que ses effets sont moins visibles, parce que la justice humaine ne peut pas l'atteindre ? Ils sont coupables aussi, ceux qui, par des travaux violens, pour un vil intérêt, sacrifient la santé, minent la vie de leurs semblables. Les lois

ne devraient pas permettre que l'homme disposât ainsi des jours de l'homme.

Si l'homicide est le plus grand des attentats, le droit de défendre sa vie est le premier de tous les droits. Un instinct puissant a gravé dans l'individu la conscience de ce droit ; quand sa volonté s'exerce à le maintenir, à le protéger, il semble que la machine entière concourre à cet acte légitime ; tous les ressorts de l'organisme redoublent d'activité : toute autre fonction reste suspendue : on croirait voir un peuple entier abandonner ses travaux, ses plaisirs, pour repousser l'ennemi de son territoire. Aucune autorité n'a pu faire un devoir à l'homme de se laisser tuer, sans protester contre la violence, sans résister à l'attaque : la loi même qui permet au sultan d'envoyer le cordon au pacha, n'oblige pas ce dernier à baiser avec respect le lacet fatal.

C'est de cet instinct, de ce droit, que sort la première exception au devoir. Attaqué par un assassin, vous devez vous défendre ; et pour vous défendre, vous pouvez lui donner la mort.

Mais prenons garde : que ce ne soit pas pour vous venger, car la vengeance est un crime. Ainsi, quand l'agression a cessé, quand le meurtrier n'est plus à craindre, soit que l'arme ait échappé de ses mains, soit que lui-même ait renoncé à son projet, vous n'avez pas le droit de lui porter le coup mortel. Ce ne serait plus vous défendre ; vous deviendriez agresseur à votre tour.

Que ce ne soit pas pour punir : entre égaux, le

droit de punir n'existe pas. Que le père punisse son fils, il le peut; le père est représentant de l'autorité divine : que le magistrat punisse le coupable, le général son soldat qui désobéit; ils le peuvent : représentans de la loi, chargés de la faire exécuter, ce ne sont pas eux qui châtient, mais la loi seule, la loi qu'ils appliquent. C'est la société qui envoie un voleur aux galères, ce n'est pas le tribunal. S'il en était autrement, le monde serait plein de législateurs : il n'y aurait pas jusqu'au gendarme qui ne crût en escortant la chaîne, exercer le pouvoir souverain.

A plus forte raison n'avons-nous pas le droit de tuer un agresseur quand la loi suffit pour nous protéger. L'état garantit nos droits à condition que nous abdiquerons en sa faveur : il ne nous laisse le soin de les défendre que dans le cas urgent où la moindre lenteur pourrait les compromettre, quand la société n'est pas là pour veiller à notre salut. Prévenu d'un attentat qui se prépare contre votre personne, vous devez avertir l'autorité civile, tout en vous tenant sur vos gardes : la loi vous permettra de sortir armé, si l'on menace votre vie; mais elle vous défendra, si elle peut agir, de prévenir son action.

Nous croyons devoir insister sur ces principes, parce que l'on est trop souvent porté à les oublier; on croit pouvoir punir, se venger, quelquefois même prévenir un assassinat par la mort de celui qui veut tuer. Sans doute ce serait un bien pour la société si l'on savait lire avec certitude dans l'âme du scélérat le crime qu'il va commettre : alors on pourrait s'en

garantir, car on aurait tout autant le droit d'arrêter une pensée de meurtre qu'un bras qui se lève pour frapper : mais à Dieu seul appartient de voir le forfait dans la pensée, et d'atteindre le coupable avant qu'il n'ait touché sa victime.

Et puis l'on se hâte trop de décider sur le cas d'agression. Un voleur n'est point un assassin, et vous tirez sur un homme qui s'introduit furtivement dans votre jardin pour en cueillir les fruits, comme sur un moineau qui vient les becqueter! Il n'y a pas ici de proportion entre l'attaque et la défense : tous les fruits du monde ne valent pas la vie d'un homme, surtout d'un homme que vous envoyez à son juge suprême, chargé d'un crime dont il n'a pu se repentir.

Cette considération nous conduit à une hypothèse bizarre, que le fanatisme seul a pu produire. L'homicide ne serait-il pas un bienfait, par conséquent une œuvre méritoire, au moment où la victime est en état de grâce ?... Singulière question ! il suffirait donc, pour justifier, que dis-je, pour sanctifier un assassinat, de conduire la victime au tribunal de la pénitence, de l'appeler à la sainte table, et de la frapper quand elle reçoit l'hostie ? Que les lois humaines, avant d'exécuter leur sentence de mort, laissent au condamné le temps du repentir, lui présentent les consolations de la religion, le laissent participer aux bienfaits des sacremens ; c'est une œuvre de charité, un devoir impérieux que le christianisme leur impose : mais nous voyons ici la con-

séquence de l'arrêt fatal, et non le principe. Le prêtre est sur l'échafaud, parce que le bourreau y a monté devant lui : le bourreau n'est pas là parce que le prêtre s'y trouve. Cette supposition est donc horrible : nul n'a le droit de décider qu'il est de l'intérêt de son semblable de recevoir le coup mortel : nul, sous ce rapport, n'a donc le droit de disposer des jours d'autrui.

Autrefois, le père ordonnait d'étouffer l'enfant qui naissait monstrueux ou difforme. Cette concession des lois de l'état outrepassait le pouvoir du législateur. Grâce au christianisme et au progrès des lumières, cette coutume atroce n'existe plus. Nous n'avons pas besoin de prouver qu'elle était impie, immorale : contentons-nous de faire remarquer que, même dans l'intérêt des états qui en avaient fait une règle d'utilité publique, elle était stupide. Que seraient devenus les Messéniens sans Tyrtée? Et nous mêmes, serions-nous Français encore, si messire Robert du Guesclin avait usé sur son fils Bertrand * de ce beau privilége?

Mais, dira-t-on, si votre ami veut disposer de sa vie, si lui-même déclare qu'il lui est utile de mourir, est-ce encore un devoir de lui refuser ce douloureux service?

Oui, certes, s'il n'a pas le droit de se donner la mort : s'il l'avait, c'est différent. Mais ceci nous conduit à la question du suicide, que nous allons examiner tout à l'heure.

* On sait que Duguesclin était contrefait.

Rappelons auparavant ce que nous avons dit en commençant, que la morale négative n'est pas la seule ; qu'il est des préceptes d'humanité, de charité, de bienveillance, à côté des théories du droit naturel : que la plus simple des vertus par conséquent, c'est celle qui entretient dans nos semblables la vie que Dieu leur a donnée. L'indifférence sous ce rapport est coupable : nous devons au prochain tous les secours qu'il est en notre pouvoir de lui donner. Le riche qui voit à sa porte et regarde avec insouciance le malheureux qui meurt de faim, est un monstre que la société ne devrait pas seulement flétrir : il lui faudrait une peine dans nos codes. C'est ici que se fait sentir l'insuffisance des législations humaines, et la nécessité d'une instruction morale, d'une autorité religieuse. Le magistrat n'a rien à dire au lâche qui passe tranquillement sur la rive, quand l'infortuné qui se noie lui tend les mains ; au poltron qui s'enfuit quand il entend crier *à l'assassin*. Mais une voix plus forte que toutes les voix humaines leur dit : vous avez mal fait. Mais un juge au-dessus de tous les juges prononce l'arrêt qui les condamne et prépare la peine qui les attend.

Ainsi, ce que nous avons dit du droit de légitime défense, nous l'appliquerons à plus forte raison dans tous les cas où il s'agit de défendre la vie de nos semblables. La vie de votre père, de votre ami, d'un indifférent même est-elle menacée? votre devoir est de les secourir; votre droit, si tout autre moyen de

protection est impossible, c'est de tuer les agresseurs.

Ce droit sur la vie, transmis à la société, ne peut être exercé par elle qu'aux mêmes conditions.

Ainsi, 1° dans ses rapports avec les autres états, l'état n'étant qu'un individu en présence d'autres individus, doit se borner à la défense. Toute agression est injuste.

Il ne peut détruire un état rival (détruire un état c'est anéantir ses lois et son gouvernement) que si l'existence de cet état compromet la sienne.

Quant à la mort des individus qui combattent pour leur patrie, elle n'est légitime que tant qu'ils ont les armes à la main pour frapper. Le massacre des prisonniers, même par manque de subsistances, est un assassinat.

Par conséquent le soldat qui tue son ennemi n'est pas un homicide : il ne fait que servir d'instrument à la patrie qui commande : il n'est pas plus coupable que le fusil qu'il porte. Il le deviendrait s'il tuait sans motif, pour satisfaire un besoin de vengeance individuelle. En général, dans le droit de guerre, l'individu n'est rien, ce sont deux états qui combattent.

2° Dans ses rapports avec ses membres, l'état joint au droit de légitime défense le droit de protection. Attaquée dans son existence par un citoyen rebelle, la patrie peut lui donner la mort. Le doit-elle, lorsque le meurtrier, au lieu de s'en prendre à l'état, ne fait que lui ravir un de ses enfans? nous

n'hésitons pas à dire : non; s'il y a pour punir le forfait, ou garantir contre les crimes à venir, des moyens aussi sûrs. La question est donc là : et nous ne doutons pas que la peine de mort ne soit abolie, quand on aura trouvé ces moyens. Au reste, sans entrer ici dans des considérations politiques qui demanderaient de longs développemens, nous faisons observer que la solution est ici la même que tout-à-l'heure. L'état a le droit de défendre ses citoyens comme le père celui de défendre ses enfans, comme tout homme celui de secourir son semblable : il y a plus, avons-nous dit, cette protection est un devoir. Si pour protéger leur vie, il faut tuer, le coup de hache est légitime: s'il est une autre garantie possible, c'est celle-là qu'il faut choisir.

Néanmoins, pour mieux faire sentir la différence du droit social et du droit individuel, nous croyons devoir ajouter une question, qui peut embarrasser quand on réfléchit à la légitimité de la peine de mort. Nous poserons cette question avec des faits.

Vingt hommes sont errans sur un radeau, au milieu des mers. Sans vivres depuis long-temps, au moment de mourir de faim, ils prennent l'horrible résolution de tuer l'un d'entre eux. Dix-neuf ont-ils le droit de se liguer contre le vingtième, qui aura refusé de consentir à cet affreux projet? ont-ils le droit de le désigner comme victime? son devoir, à lui, est-il de céder à l'empire d'une aussi accablante majorité, dans l'intérêt de cette majorité?

Non.

Dans une petite ville d'Allemagne, un charpentier montait avec son fils à la pointe d'un clocher, pour y réparer quelque chose. Tous deux étaient sur une échelle, au point le plus élevé. Tout-à-coup le fils tombe et se brise la tête sur la place. Quelques instans après, le père redescend et dit : « C'est moi qui ai tué mon fils. Il montait devant moi; la tête lui tourne, il n'a que le temps de m'en avertir, et chancelle. J'allais périr avec lui : mon devoir était de vivre, j'ai cinq autres enfans, il fallait sacrifier celui-là à leur bonheur : je l'ai précipité. Si je suis coupable, punissez-moi. »

Avait-il le droit d'agir ainsi?

Oui.

Pourquoi cette solution différente?

Parce que d'un côté je vois un père, une autorité; de l'autre des égaux. Dix-neuf égaux ne font pas un supérieur : dix-neuf millions ne le feraient pas davantage.

Or, dans lequel de ces deux cas se trouve l'état?

Dans le premier? Alors il n'a jamais le droit de tuer; alors la loi qui, par l'organe du général en chef, sacrifie une compagnie pour sauver un régiment, un régiment pour sauver une armée, est une loi barbare, inique, une usurpation de la force sur la faiblesse. Alors vous voyez les conséquences. Le soldat qui jette ses armes et s'enfuit ne mérite aucune peine; sa rébellion est légitime.

L'état est-il dans le cas du père? L'autorité sociale ressemble-t-elle à l'autorité paternelle? Sommes-

nous les enfans de la patrie? Alors dans notre intérêt elle a le droit de donner la mort à quiconque compromettrait notre existence ou celle de la société. Elle a le droit d'exiger de quelques-uns de ses fils, pour la sûreté des autres, ce pénible sacrifice. Seulement dans le premier cas elle frappe, dans le second elle ordonne de mourir.

2. D'après les principes que nous avons posés, l'homme n'a pas plus le droit de renoncer à vivre que de faire mourir son semblable; le suicide est un crime.

Cette question de suicide, plus que toute autre, a été entortillée de sophismes et surchargée de déclamations. Elle est devenue, dans le cours de philosophie, un insipide lieu commun, dont les phrases sont faites d'avance, et où le nom de Caton doit toujours trouver sa place. Essayons de la simplifier.

Ce qui l'embrouille et la rend banale, c'est l'emploi continuel et comme héréditaire des mêmes métaphores. Rien ne gâte plus une bonne cause qu'un mauvais argument; et de tous les argumens, il n'en est pas de plus pitoyable qu'une métaphore. Croyons au vieux proverbe : *Comparaison n'est pas raison.*

La vie est un dépôt, dira l'un. — Non, répond l'autre, c'est un don. — Pas du tout, s'écrie un troisième; c'est un fardeau. — C'est un vêtement qu'on peut quitter. — C'est un poste où l'on doit rester ferme. — C'est une prison dont il faut briser la porte.—C'est un exil, un songe, un banquet... On va jusqu'à en faire une énigme dont nous devons cher-

cher le mot : que sais-je, moi ? Et mille autres similitudes fort ingénieuses sans doute, quand on veut rendre plus sensibles les maux où les jouissances de la vie, mais fort peu solides quand on veut s'en servir pour étayer un raisonnement. On voit du reste combien de preuves pour ou contre le droit de se tuer peuvent résulter de ces brillantes images : si l'on craint d'en perdre quelques-unes, qu'on ouvre le premier livre venu, où cette question soit traitée : qu'on lise seulement les deux lettres de Rousseau, qui a fait sur tout cela de fort belles phrases *.

La vie n'est rien de tout cela.

Pour recevoir un dépôt, un don, un vêtement ; pour être mis à un poste, jeté dans une prison, envoyé en exil, la première condition c'est d'être quelque chose. Donner, imposer, prêter la vie, sont des expressions absurdes. A qui donner ? qui charger du fardeau ?

Ma vie, c'est moi vivant, tout simplement. Renoncer à vivre, c'est donc renoncer à être ce que je suis, pour devenir autre chose.

Or, nous avons le pouvoir de le faire : en avons-

* Rousseau comprenait parfaitement la question : il l'a prouvé dans le premier paragraphe de sa seconde lettre que nous avons cité tout-à-l'heure. Du reste, il l'a traitée un peu en rhétoricien. Après tout, il est beaucoup moins blamable à nos yeux comme philosophe que comme romancier : c'est encore trop une dissertation. Goethe, dans Werther, nous semble s'être renfermé davantage dans la situation de son personnage.

nous le droit ? en thèse générale, non : mais il est des exceptions, comme dans la question de l'homicide.

Pourquoi l'homme ne peut-il pas renoncer à la vie ? Parce que, comme l'a dit Rousseau, la vie a un but, une fin, un objet moral : ce but, nous l'avons indiqué, c'est l'accomplissement des devoirs.

Par conséquent, tant qu'il reste un devoir à remplir, un seul, nul n'a le droit de mourir.

Or, quel est l'homme qui peut dire : je n'ai plus rien à faire ici-bas : ma tâche est terminée.

C'est pourtant là le raisonnement de tous les suicides. Rien de plus facile à détruire que ce sophisme, si l'on pouvait raisonner avec un furieux. Mais en général, il y a, dans la résolution désespérée qui pousse à ce forfait, une sorte de frénésie, d'égarement d'esprit qui laisse peu l'usage des facultés ; comme dans le dégoût qui détache un homme de tout ce qu'il doit aimer ici-bas, une démence stupide, une espèce d'idiotisme qui obstrue sa pensée, et la rend inaccessible à cette série d'idées qui constitue la raison. Ce n'est pas que nous cherchions à justifier, même à excuser le suicide. Il ne cesse d'être un crime que lorsqu'il cesse d'être une action : et il est action tant que la volonté y prend part, cette part fût-elle extrêmement légère. Le fou seul n'est pas coupable. Mais, comme dans nos théories nous n'envisageons jamais que leur application, nous avons fait cette remarque pour avertir que ce n'est pas avec des raisons qu'on détournerait un homme de se donner la

mort. Il faudrait attaquer vivement sa sensibilité, soit par quelque émotion profonde, soit par quelques violentes terreurs. Peu d'hommes raisonnent quand ils vont se tuer : aussi rien ne nous étonne plus que le suicide d'un homme d'esprit, d'un savant. C'est presque toujours une passion aveugle, un préjugé ridicule ; c'est même la sotte manie de l'imitation, et, par-dessus tout, l'indifférence religieuse, l'incrédulité irréfléchie, qui poussent tant de misérables au suicide. « Après moi la fin du monde, s'écrie l'homme du peuple qui va se jeter dans la rivière : je vais être bien débarrassé : quand on est mort, on ne souffre plus. » Quel raisonnement faire comprendre à cet esprit abruti, surtout quand il ajoutera à ces beaux motifs, ce motif si concluant pour le vulgaire : « Après tout, je fais comme tant d'autres ! » Qu'on dise après cela que la peur de l'enfer n'est bonne à rien ! sans doute il vaudrait mieux aimer la vie, parce qu'on aimerait ses devoirs, et aimer ses devoirs, parce qu'on aimerait son Créateur. Mais connaissez-vous beaucoup d'hommes capables de cette raison supérieure ? Ne faites-vous pas un code pénal pour retenir par la crainte le méchant pendant cette vie ? Et puisque vous n'avez plus de châtimens après le coup de hache, ne faut-il pas que la religion vienne épouvanter avec les siens ?... « A quoi bon, dites-vous ? l'homme qui veut mourir n'est plus utile à rien dans la société : peu nous importe qu'il continue de vivre.... » Sophisme anti-social : l'état, sous peine de se détruire lui-même, ne peut rester indifférent

à la perte d'aucun citoyen. Votre principe une fois admis mènerait loin. Tout homme est utile par cela seul qu'il vit. Le législateur doit employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour assurer toutes les existences : ce n'est pas en se dispensant de pleurer son fils qu'on s'excuse de l'avoir laissé mourir.

« Mais un malheureux père, qui, attaqué d'un mal incurable, consomme dans son lit la subsistance de toute une famille... » — Ce père doit vivre : car si sa famille le soigne, c'est qu'elle l'aime : en se donnant la mort, il fera plus de mal à ses enfans qu'en mangeant leur pain.

« — Je suis ruiné, dit un autre : j'ai perdu d'un seul coup ma fortune, celle de mes enfans. » — Travaille, recommence ta vie. Ce n'est pas agir pour tes enfans que te dérober aux devoirs de père.

« — J'ai commis une lâcheté : je suis déshonoré. » — On n'excuse pas un délit par un crime. Puisque le mal est fait, je ne te dirai pas : il fallait t'en abstenir. Mais je dis : il faut le réparer. Dix ans de vertus effacent l'opprobre d'un moment. Un coup de pistolet n'emporte que la cervelle ; il n'enlève pas le deshonneur.

« — Je suis condamné à mort, me dira l'homicide dans sa prison. L'heure fatale va sonner : l'échafaud est dressé : une foule hideuse m'attend pour se repaître du spectacle de mon agonie. A quoi suis-je bon encore ? quels devoirs ai-je à remplir ? j'ai mérité ma condamnation, j'ai du subir la peine : eh bien, je l'ai subie : la peine, c'est l'arrêt. Le reste n'est qu'une dou-

leur, à laquelle je puis me soustraire. Je dois, dites-vous, une grande leçon à mes semblables, le spectacle d'un coupable qui avoue son crime et se soumet aux lois. Mais c'est un dévouement, une vertu sublime que vous exigez là : l'héroïsme n'est pas une obligation. Vous avez un poignard, prêtez-le moi. »

J'avoue qu'ici les raisons sociales manqueraient : mais que répondrait à son tour le coupable au prêtre qui lui dirait : « Vous avez un grand crime à expier : la miséricorde de Dieu est infinie sans doute, mais elle veut une satisfaction. Plus vous supporterez dans cette vie, moins vous aurez à payer dans l'autre. Le sacrifice que Dieu vous demande est énorme, mais il vous épargne peut-être d'éternelles douleurs. Vous voulez mourir avant l'épreuve ! insensé, c'est vous jeter dans un abîme, quand, avec un quart d'heure de souffrances, qu'adouciront le courage et l'espoir, vous pouvez le combler à jamais ! »

A plus forte raison ces sublimes espérances doivent-elles retenir la main de l'homme juste condamné à mort. Si mon ami dans ce cas me demandait du poison, j'aurais sans doute la faiblesse de consentir ; mais, dans son intérêt, dans mon devoir, je ferais mieux de refuser.

Dans des vues d'égoïsme, le suicide est toujours mal. Il n'en est pas de même dans des vues de charité. Alors le renoncement à la vie peut devenir la plus haute des vertus.

En effet, remontons au principe. Pourquoi est-ce

un crime de se donner la mort ? parce qu'on a des devoirs à remplir. Eh bien, si c'est un devoir de mourir, un devoir impérieux, la conséquence est toute changée.

On dira que nous sortons de la question, que le dévouement de d'Assas n'est pas un suicide. Sans doute, on est convenu d'appeler suicide l'acte de celui qui s'empoisonne, se noie, se pend, s'asphyxie, en un mot toute violence exercée sur soi-même, dans l'intention de se faire mourir. Et que nous importent les mots ? vouloir mourir, c'est toujours être l'auteur de sa mort, renoncer de soi-même au droit de vivre. Alors nous sommes toujours dans la question.

Or, l'abnégation de soi-même est toujours une vertu : elle est la première de toutes, quand elle va jusqu'à l'abnégation du droit le plus intime, de l'instinct le plus puissant. Nous admirons alors au lieu de blâmer. Honneur, cent fois honneur au fils qui meurt pour son père, plus encore au citoyen qui meurt pour son pays ! Si un homme pouvait mourir pour l'humanité tout entière, il cesserait d'être un homme, ce serait un Dieu.

Nous avons fait cette observation à cause d'une objection frivole qu'on repète dans les livres. « La religion, dit-on, condamne le suicide ; et pourtant la mort de Samson est un suicide ; et dans l'Ecriture nous la voyons justifiée par un miracle. »

C'est un suicide comme celui de d'Assas ; comme celui du soldat qui met le feu à une mine pour faire

sauter les ennemis, et périt avec eux dans l'explosion.

Alors c'est une dispute de mots. Appelez-vous ces dernières actions des *suicides* ? il en est que la religion honore et récompense : celui de Samson est du nombre. Refusez-vous de leur donner ce nom; ne présentez plus comme une objection le dernier effort du vainqueur des Philistins.

3. Au sujet du duel, nous avons peu de choses à dire : ce n'est point une question de morale. Préjugé barbare, condamné par ceux-mêmes qui s'y soumettent, cette coutume n'échappe au reproche de férocité que par la honte du ridicule. Tant qu'elle sera dans nos mœurs, les lois et la raison resteront impuissantes contre elle : c'est au sentiment de l'honneur à détruire dans sa sagesse ce qu'il enfanta dans sa folie : il s'agit de déplacer le mépris public, de faire rire aux dépens de cet usage comme on rit encore aux dépens de qui le brave. Mais ce ne sera pas l'œuvre d'un jour, parce que le duel, il faut l'avouer, ne manque ni d'un certain éclat qui le fasse aimer, ni de motifs spécieux qui l'excusent.

D'abord il porte en soi les deux caractères distinctifs de notre époque et surtout de notre nation, le courage et la vanité. Mépriser sa propre vie semble la marque la plus forte d'une grande âme; et l'exposer pour un rien suppose qu'on n'y tient pas. Puis il n'est pas donné à tout le monde de se battre en duel : autrefois il n'y avait qu'un noble portant l'épée qui jouît de ce privilége : le bâton suffisait aux vilains.

Il était naturel d'en conclure qu'un duel faisait sur le champ de vous un homme distingué, un noble sire. Aussi voyez comme déjà le combat au pistolet a décrédité cette coutume : qu'on invente une arme plus grossière encore, et dont l'emploi n'exige aucune adresse, et l'usage du duel tombera de plus en plus : il cessera du jour où les portefaix, devenus pointilleux sur l'honneur, iront pour un mot se lancer une balle dans la tête, ou dégaîner une épée. Si l'on veut déshonorer à jamais le duel, il faut établir autant de salles d'escrime qu'il y a de cabarets. Nos messieurs rougiront bientôt de se battre, et le peuple, toujours imitateur, copiera leur modération comme il copiait leurs transports. On y renoncera, de même qu'à toutes les modes, car c'en est une, quand elle sera descendue dans les derniers degrés de la société. Quel militaire voudrait tirer l'épée contre son frère d'armes, quand son valet d'écurie, pour un mot offensant, viendra lui proposer un cartel? Il serait juste cependant que cette coutume existât, car chacun, dans son rang, a son honneur à défendre.

> L'agresseur, quel qu'il soit, à combattre forcé,
> Redescend par l'offense au rang de l'offensé :

et il semble que ce devrait être là le but moral du duel, s'il en avait un. Il n'en est rien pourtant. Le sous-lieutenant n'obtiendra jamais raison de son général. Alors qu'est-ce que le duel, que prouve-t-il, à quoi sert-il? Il est impossible de répondre à ces questions.

Cependant c'est quelque chose que l'honneur : je ne dis pas seulement le véritable honneur, c'est-à-dire, le témoignage que se rend une âme droite, le sentiment, l'amour du devoir, la conscience de la vertu, *conscientia benè actæ vitæ* : non, cet honneur-là, nous n'avons pas besoin de le défendre; il est à l'abri de toutes les attaques; et ce serait faire d'inutiles déclamations que de condamner à son sujet le duel qui n'est pas institué pour le protéger, qui n'a rien à démêler avec lui. Je parle de cet honneur qui tient à la considération publique, à l'estime de nos semblables; honneur du dehors, si l'on veut, mais qui n'en est pas moins une propriété, dont la jouissance est légitime, et contre laquelle toute agression est injuste. Eh bien, cet honneur-là, on peut le défendre, on le doit. Celui qu'on accuse de mensonge ou d'infamie aura beau se dire à lui-même : « mes paroles sont vraies, ma conduite irréprochable; » ce n'est pas assez; il a besoin qu'on le croie; c'est une nécessité sociale, à laquelle il est bon que l'homme ne renonce pas. Horace a dit :

> Si quis me clamet furem, neget esse pudicum,
> Contendat laqueo collum pressisse paternum,
> Mordear opprobriis falsis, mutemve colores?

Non : mais le voleur, l'impudique, le parricide ne changeront pas de couleur non plus, et vous voudrez cependant que le monde vous distingue de ces gens-là : je dis plus; vous aurez le droit de l'exiger. Cette insensibilité stoïque, ce recours intérieur

dans son propre mérite, cette insouciance pour l'opinion ne sont pas bien : on ne vit pas seulement pour soi ; mais pour autrui ; et l'homme vertueux que l'on calomnie, doit à la société de prouver qu'il est vertueux, comme l'honnête citoyen dont la vie est menacée, doit à la société de tuer le brigand qui l'attaque, plutôt que de se laisser égorger sans défense.

Voilà sans contredit la plus forte considération qu'on puisse faire valoir en faveur du duel ; car nous ne parlons pas de ces offenses chimériques qu'une étiquette niaise croit entrevoir dans un regard de travers, dans un manque de politesse. Il est de ces insultes qu'un honnête homme ne doit pas souffrir, surtout si elles flétrissent la réputation d'une personne qui nous est chère. Quel fils verra de sang froid outrager sa mère ? quel époux sa femme ? quel frère sa sœur ?

Mais aussi qui vous a dit que la vertu est toujours facile ? que la raison ne coûte rien ?

Raisonnons donc : quel est votre but ? venger la personne insultée ? Vous n'en avez pas le droit : toute vengeance est mauvaise.

Punir l'agresseur ? Vous n'en avez pas le droit : nous l'avons prouvé.

Défendre, protéger la réputation de celle qu'on veut déshonorer ? A la bonne heure : c'est un droit de nature, d'autant plus sacré qu'il s'applique ici à la protection d'autrui plutôt qu'à la défense personnelle.

Eh bien, quel moyen emploierez-vous ? Les tribunaux, dites-vous, ne peuvent me satisfaire, parce que la publicité de l'arrêt ne fera qu'ajouter à l'effet de la calomnie en la répandant davantage.

C'est juste : mais un duel ne produira-t-il pas un résultat tout semblable ?

— Le duel du moins satisfait l'opinion publique.

— Oui, mais la poursuite devant les tribunaux satisfait la loi.

J'en conclus donc que, puisque de ces deux autorités, la loi ou l'opinion, vous préférez la dernière, les inconvéniens du reste et les avantages demeurant égaux des deux parts, tous les raisonnemens précédens étaient en pure perte : il ne fallait pas chercher à faire l'apologie du duel par des théories; il suffisait de dire : « Je sacrifie à l'opinion : je me bats, parce qu'on me dit de me battre. »

On aura beau presser les argumens en faveur du duel, on n'y trouvera que des sophismes, qui, réduits à leur simple expression, signifieront tous : « C'est l'usage. » C'est ainsi qu'en dépit des conseils de l'hygiène, les hommes se serrent le cou dans une cravatte, les femmes se compriment la poitrine dans un corset. C'est ainsi que le Parisien préfère, aux ombrages de Meudon, la poussière des Tuileries ou le sable du bois de Boulogne. Que voulez-vous? c'est l'usage. Mais il ne s'agit là du moins que de considérations peu importantes : on ne compromet pas des devoirs sacrés : s'il en résulte quelques inconvéniens, il est toujours temps d'y porter remède : on peut quitter son

col, et s'enfoncer dans les bois. Est-ce peu de chose que les jours d'un homme ? et quand on l'a tué, peut-on le rappeler à la vie ?

Et puis, combien de cas où le duel est vraiment un acte de démence ! On a déshonoré votre fille : je conçois la douleur paternelle : elle est horrible. Vous allez, l'épée à la main, défier le misérable qui l'a flétrie. Insensé ! poignardez-le plutôt : puisque vous foulez aux pieds les lois, puisque vous allez commettre un crime, au moins n'en commettez qu'un : n'ajoutez pas à l'horrible désir que vous avez de verser un sang coupable, la folie tout aussi criminelle d'exposer à la mort un père qui se doit à ses enfans.

Voilà pourtant à quelle sorte d'argumens conduit l'examen rationnel de cette coutume. Toujours balotté entre l'intention d'homicide et la chance de suicide, le moraliste, une fois enfermé dans ce dédale, n'en peut sortir que par le choix des forfaits.

Mais aussi, pourquoi raisonner contre la déraison ? Attendons que les esprits s'éclairent, que les mœurs s'épurent. La voix des sages finira par être entendue. Ce n'est pas en un jour qu'on déracine un préjugé si gothique. Que de sages-femmes façonnent encore entre leurs mains la tête des nouveaux-nés ! que de communes où l'on sonne les cloches pendant l'orage !

§. 2. *Du droit de propriété.*

Ce droit tient à celui de vivre; il en est inséparable

rable. L'homme ne peut subsister qu'en possédant. La possession légitime s'appelle *propriété*.

1. Considéré en dehors des institutions civiles, ce droit se fonde sur deux faits, le besoin et le travail.

1° Le besoin. Un homme a faim : un fruit, qui n'appartient à personne, s'offre à sa vue : il le cueille. Ce fruit est *à lui;* nul n'a le droit de le lui ravir.

Une place lui convient pour prendre son repos, pour fixer sa demeure : en l'occupant, il ne dépossède personne. Cette place est *à lui*.

Tel est le droit du premier occupant.

Mais le besoin, qui lui sert de principe, lui sert aussi de mesure. L'homme ne peut occuper plus qu'il ne peut employer à son usage. Si le naufragé, jeté sur une plage déserte, s'écrie en touchant le sol : « Cette île entière est à moi ! » il usurpe : car au même moment, sur le rivage opposé, peut aborder un propriétaire dont les droits sont égaux. Ainsi aucun ne doit dire : « *mon* fleuve, *ma* forêt, *ma* montagne, etc. »

2° Le travail. L'homme ne se contente pas de songer au besoin du moment : essentiellement prévoyant, il s'assure de ce qui peut satisfaire les besoins à venir. Soit qu'il construise une cabane, soit qu'il entoure sa caverne d'une palissade ou détourne l'eau d'un ruisseau, ici commence la propriété, résultat du travail. Elle est sacrée comme l'autre, plus peut-être, car dans ce qu'il possède, il a mis quelque chose de lui. Il semble qu'il puisse dire *mon chien* mieux encore que *mon fruit;* car pour cueillir le fruit il ne lui

fallut qu'un mouvement, pour apprivoiser le chien il eut besoin de dépenser son intelligence, sa volonté. La nature de l'animal a été modifiée : une parcelle de l'être humain est descendue en lui. Pour le reprendre à son maître, il faudrait rendre à ce dernier ce qu'il lui communiqua.

Toute propriété, fruit d'un travail quelconque, est inviolable : c'est ce dernier principe qui a servi de base aux institutions civiles.

Ainsi le vol est un crime.

Ce crime a des degrés, comme l'homicide. Dépouiller un homme du nécessaire, c'est le tuer. On est moins coupable, sans doute, de lui ravir une superfluité, mais c'est toujours un délit. C'en est un, quand même un besoin impérieux pousserait à dérober, dans la propriété du riche, l'objet dont il peut se passer. C'en est un, quand même, pour donner au malheureux qui meurt de faim, on irait prendre à celui qui nage dans l'opulence. Nul homme ici-bas n'a mission pour rétablir l'équilibre des fortunes : la loi seule a ce pouvoir : encore ne peut-elle forcer personne de se dépouiller pour autrui.

Heureusement il est une loi supérieure, gravée dans le cœur de tous ; car avec le droit naturel tout seul, on n'expliquerait pas l'humanité, et la société serait bientôt détruite. Nous sommes portés à la bienfaisance comme à l'égoïsme, et la même main qui défend nos propriétés contre une injuste agression, présente à l'indigent le secours qu'il implore. Ce n'est pas seulement une vertu ; c'est un devoir rigou-

reux. Sans doute on ne peut nous imposer l'obligation de nous dépouiller pour autrui : il faut, dans ce précepte, comme dans tout autre, réserver la part des sacrifices et celle de l'admiration. Dieu n'ordonne pas d'être un saint Vincent de Paule ; mais Dieu commande la bienfaisance, parce que tous les hommes sont frères : et il n'y a pas de vice plus odieux peut-être et qui nous révolte plus, que l'insensibilité aux douleurs du pauvre ; pas de tableau plus hideux que celui du riche égoïste. Ce sentiment est si profondément enraciné dans les mœurs modernes, qu'il a passé jusque dans les bienséances, jusque dans les modes. Il est devenu *de mauvais ton* de ne pas être bienfaisant. La vertu, sans doute, ne doit pas se régler sur les arrêts frivoles de l'opinion : mais plût à Dieu que celle-ci n'imposât jamais des obligations plus dangereuses !

2. Dans l'ordre civil, l'état est seul propriétaire : il garantit à chacun la jouissance des biens légitimement acquis ; mais lui seul peut en régler le partage, la transmission, et au besoin, en exiger le sacrifice au bien général.

Un législateur sage doit sans doute consacrer autant que possible, tout ce que le droit naturel autorise, et par conséquent conserver à chacun l'usage de ses biens et la faculté d'en disposer. Mais si l'intérêt général exige le contraire, le sujet doit se soumettre. Je suppose une loi agraire, une répartition égale des propriétés : que cette mesure souverainement impolitique, devienne cependant un jour loi

d'un état, le riche devra s'y subordonner comme le pauvre. S'il refuse (et il le peut), l'état sera en droit de lui dire : « Tu n'es plus citoyen ; je ne te dois plus aide et protection. Rentre dans le droit naturel, puisque tu l'invoques, et défends toi-même tes propriétés ; il n'y a plus pour toi de tribunaux. »

Ainsi, le droit d'héritage est entièrement dans le domaine du législateur : il peut à son gré le changer, le modifier. C'est une question purement politique. Car, à bien y regarder, quels sont les droits d'un fils à la succession de son père, s'il n'a pas contribué avec lui à l'acquisition des biens par le travail? Il est naturel, dira-t-on, que le père préfère son fils à tout autre. Sans doute : le père manquerait à son devoir, s'il ne donnait pas à son fils ; mais ce n'est pas une raison pour que le fils envahisse, s'il a plu au père de le déshériter : chacun est maître de son avoir. S'il était, je le suppose, de l'intérêt de l'état que les grandes fortunes ne fussent pas dissipées, la loi ne devrait-elle pas empêcher que les richesses du négociant, amassées avec tant de peine, passassent entre les mains d'un fils indolent et prodigue? L'état s'est composé des intérêts de famille : il a bien fait ; mais le contraire était possible, et nul n'avait rien à dire.

La question des propriétés renferme au reste presque tout le droit civil : il n'entre pas dans nos devoirs de la suivre plus loin dans ses détails. Nous n'avons voulu que poser le principe.

Il souffre cependant une restriction : tout contrat étant nul, quand il est entièrement à l'avantage

d'une partie, la remise que chacun est forcé de faire à l'état de son droit de propriété pour que le legislateur en dispose comme bon lui semble, entraîne une compensation, une garantie, que l'état ne peut refuser sans se rendre coupable d'usurpation. Le citoyen ne donne pas librement, sans doute ; il ne fait pas de pacte : il est soumis. Mais la nature, la loi divine en font un pour lui. Il ne peut donner que s'il reçoit ; il ne concède que pour jouir. Ainsi une loi serait criminelle, si elle dépouillait un homme de tout ce qu'il possède, fût-ce pour le bien général, sans le dédommager. Le criminel lui-même que l'on séquestre de la société, il faut le nourrir.

Tel est le premier devoir, l'obligation impérieuse : il en est de plus une de bienfaisance, pour l'état comme pour les individus. Quelque méritée que soit la spoliation du coupable, le législateur doit lui fournir les moyens de reconquérir par le travail ce qu'il perdit par des forfaits.

Nous n'avons parlé que des propriétés matérielles. Il en est d'autres, tout aussi inviolables ; d'autant plus précieuses qu'elles coûtent bien plus à acquérir, et que leur perte est plus douloureuse. Je veux parler de la propriété morale et intellectuelle.

L'amour de nos parens, de notre femme, de nos enfans, l'estime de nos semblables, la réputation, la gloire ; voilà des propriétés morales, dont l'usurpation est un crime affreux. Celui qui cherche à désunir des familles soit en détachant les uns des autres le père et les fils, soit en subornant une épouse

et la détournant de ses devoirs, est un infâme que la société doit punir, et que trop souvent peut-être elle abandonne à l'opinion publique, car celle-ci ne sait pas en faire justice. La calomnie par conséquent est un vol odieux, que des amendes ne flétrissent pas assez; car il n'y a pas de rapport entre une somme d'argent et la réputation d'un homme de bien.

Quant à la propriété intellectuelle, celle des découvertes, celles des pensées, nous ne voyons pas qu'elle ait droit à moins d'égards que les autres, et que le plagiaire soit plus excusable que le voleur. Malheureusement c'est de toutes les propriétés la plus difficile à reconnaitre, et à constater. Quelle que soit la création de l'intelligence, il y a toujours un fonds commun auquel on va puiser. Vos idées sont à vous, sans doute : mais elles sont à bien d'autres. Comme bien d'autres, vous avez long-temps écouté des leçons, lu des livres, profité du commerce de vos semblables : cette pensée que vous croyez une invention est peut-être une réminiscence, et pourquoi un autre ne la retrouverait-il pas comme vous? Bien peu d'hommes ont le droit de dire : « Telle idée est à moi, à moi seul. » Nous ne faisons guère qu'arranger, combiner des notions communes, héritage du genre humain.

Toutefois, cette combinaison, cet ordre nouveau est notre ouvrage, et nous avons droit de le défendre. Honte à celui qui s'empare des productions d'autrui! nous devons même sur ce point nous garantir d'un abus, que nos codes littéraires, un peu complaisans

à cet égard, semblent avoir consacré depuis longtemps. On respecte ses compatriotes, on vole impunément les étrangers : on se figure qu'on est devenu propriétaire d'une pensée quand on l'a traduite : on appelle ce vol une conquête, afin de lui donner une apparence de légitimité. Singulier sophisme ! comme si les pensées avaient une patrie ! comme si les langues étaient des états divers ! comme si ces états étaient en guerre, de sorte qu'on regardât comme de bonne prise tout ce qu'on déroberait sur le territoire ennemi ! Encore un préjugé qui nous vient des Romains, ces voleurs de l'antiquité. Je n'approuve pas plus Virgile pillant Homère, que Sylla confisquant les trésors des rois de Pergame.

§ 3. *Du droit de liberté.*

Il n'est pas question ici de cette liberté dont nous avons parlé dans la division précédente : celle-là n'est pas un droit, mais un fait, inévitable, indestructible, que l'homme ne peut atteindre, sur lequel Dieu lui-même n'aurait de prise qu'en se contredisant. Nous sommes libres, c'est à dire, maîtres de nos volontés, en ce sens que nous pouvons toujours choisir entre les motifs qui se présentent à notre esprit. Cette liberté, qu'on appelle *morale*, retirée dans le sanctuaire de la pensée, est à l'abri de toutes les attaques comme de toutes les discussions.

Ainsi l'homme séparé de ses semblables, renfermé dans un cachot, privé même par les liens qui l'en-

chaînent de la faculté de se mouvoir, réduit au silence par une horrible mutilation, est encore libre; et sa liberté est immense, car elle embrasse toute l'échelle morale, depuis le plus grand des crimes jusqu'à la plus pure des vertus. En effet, il peut encore blasphêmer son Dieu, maudire ses juges, ou se résigner à son sort, et prier pour ses bourreaux.

Mais ce n'est pas cette liberté que nous songeons à défendre, puisque nulle force ne peut nous la ravir. Il en est une autre qui tient à celle-ci, comme la parole tient à la pensée.

Il est naturel que toute volonté se manifeste au dehors; de là un besoin, un droit dans l'individu: la liberté des actes extérieurs. C'est de celle-là qu'il est ici question.

Or, on doit comprendre sur le champ et qu'elle est un droit, et que ce droit souffre des modifications.

1. La première, la plus simple de toutes, c'est celle que par convention l'on s'impose à soi-même. On peut engager pour d'autres avantages une partie de sa liberté.

Celui qui promet ses services à un autre ne lui dévoue pas toutes ses volontés, ce serait lui donner tout son être. Incapable de pourvoir par lui-même à ses besoins, et de s'assurer par conséquent la première de toutes les nécessités, la jouissance du premier de tous les droits, la vie, il consent à fournir en échange de la subsistance qu'il reçoit, des garanties qu'on lui prépare pour l'avenir, et surtout de la

protection du fort que sa faiblesse réclame, l'emploi de son intelligence, de ses bras, son dévouement, sa reconnaissance. C'est, pour ainsi dire, un homme qui se fait enfant et vient chercher un père ; car les serviteurs sont membres de la famille (*famuli*, *familia*). Alors il n'est pas plus libre que le fils, mais il ne l'est pas moins : il obéit, mais en se rendant compte des motifs de son obéissance, en jugeant lui-même la justice de ses actions. Il conserve sa moralité tout entière, et ne diffère du fils qu'en ce que le lien qui l'attache à la famille n'est pas naturel, qu'il est le résultat d'un traité, et peut par conséquent se rompre par un traité. Ce rapport du serviteur au maître, que nous ne comprenons plus guère dans la société moderne, où les domestiques semblent plus tenir au matériel du logis qu'au moral de la famille, se trouve à toutes les époques, chez tous les peuples, et se manifeste surtout chez ceux qui ont conservé leurs mœurs primitives. Il entraîne des devoirs nombreux de part et d'autre : car la nature apporte ses conditions dans tous les contrats. L'homme, quel qu'il soit, qui reçoit en dépôt une partie de la liberté de son semblable, se charge devant Dieu d'une grande responsabilité : on ne touche pas aux actes extérieurs sans toucher à la pensée, et celui qui voit dans son serviteur une machine dont son argent fait mouvoir les ressorts, aurait bientôt changé d'avis et de conduite si pendant quelques jours il servait à sa place. On ne voit tant de mauvais domestiques que parce que nous n'établissons

entre eux et nous d'autre lien que celui des services et des gages. La première obligation envers eux, c'est l'indulgence : moins instruits en général que leurs maîtres, moins bien élevés, ils ne peuvent atteindre sans votre appui à ces considérations de sagesse, d'honneur, qui retiennent un homme dans son devoir. Il faut donc éclairer leur esprit, diriger leur conduite autrement que par des ordres, car ils ne verront jamais dans le commandement que l'exercice du pouvoir ; et la liberté, même en s'enchaînant au pouvoir, se tient naturellement contre lui en état perpétuel de méfiance et d'hostilité. Des leçons amicales, surtout de bons exemples, les attacheront plus facilement à leurs devoirs. Comment voulez-vous qu'un serviteur aime ses fonctions désagréables, quand devant lui vous blâmez, vous négligez les vôtres qu'il envie ? Comment voulez-vous qu'il soit vertueux, quand il trouve auprès de vous le modèle de l'insouciance dans le vice? Le meilleur moyen de s'entourer d'honnêtes gens, c'est d'être honnête soi-même.

Surtout n'oublions pas le principe : on n'entrave sa liberté que pour se ménager les moyens d'en jouir un jour. Nous devons donc travailler de concert avec le bon serviteur pour le mettre en état d'échapper à la domesticité, de reprendre sa première indépendance. C'est peu de lui assurer pour ce résultat des ressources pécuniaires : il faut préparer son esprit à savoir en faire usage. C'est un fardeau que la liberté : il est si commode d'obéir à l'impulsion étrangère,

et si difficile de se conduire tout seul ! Il y a dans le monde bien plus de serviteurs qu'on ne pense.

2. Dans ses rapports avec la loi, la liberté souffre des modifications bien plus nombreuses. D'abord il est évident que la société a le droit de priver de sa liberté celui qui en fait usage contre la sécurité publique : c'est un instrument dangereux dans les mains du méchant, il faut le lui arracher. Mais ce n'est pas tout : les lois répressives ne suffisent pas. L'état ne pourrait subsister si le législateur était forcé d'attendre le mal pour l'en garantir. On élève des remparts, on creuse des fossés avant que l'ennemi se présente en armes devant nos habitations. Il faut des lois préventives comme il faut des murs à un jardin.

Alors la liberté du citoyen se trouve gênée, sans doute : il ne peut pas exécuter toutes ses volontés ; de même qu'il ne peut pas, quoique propriétaire, transmettre ses biens à qui bon lui semble. Il n'y a donc pas, il ne peut pas y avoir de liberté civile absolue, puisque toute société suppose des lois, toute loi des entraves. On appelle libre le peuple qui concourt par un moyen quelconque à l'établissement de ces lois qui l'enchaînent. Plus ce moyen laisse d'action à l'individu dans sa coopération à l'acte législatif, plus il a de liberté civile. Celui qui n'y prend aucune part n'a de liberté que celle que les lois lui permettent.

3. Mais ni l'individu, ni la société, quels que soient ses pouvoirs, n'ont de droits sur la liberté tout entière, hors du cas de culpabilité. L'esclavage

est un attentat que la religion condamne, que la philosophie flétrit, que toutes les lois devraient punir.

Qu'est-ce qu'un esclave? un homme qui n'est plus homme, une machine dévouée aux ordres d'un être fort, une volonté qui s'est évanouie dans une autre volonté, un corps ajouté à un corps. Il y a là un renversement de nature, une révolte contre le créateur. Celui qui dit à un autre : « nourris-moi, je serai ton esclave », se fait chien, cheval, chameau, et devrait marcher sur ses mains comme sur ses pieds. Il dit à Dieu : « Tu m'as créé intelligent, capable de réflexion, de moralité : je veux être brute, je n'aurai plus de volonté que celle d'un autre ; c'est en lui que je vais me réfléchir, me perdre tout entier : j'étais âme, pensée, action ; je ne serai plus que bras, levier, mécanique, mouvement : j'étais frère de l'homme, je veux être frère de la bêche et de la charrue ! » suicide infâme, plus coupable cent fois que celui qui brise une machine corporelle! déplorable volonté, qui n'agit qu'une fois, pour se condamner à ne plus agir !

Que serait-ce, s'il engageait la liberté de ses enfans, celle de sa postérité ! s'il élevait ses fils dans la stupide croyance qu'ils sont nés bêtes de somme! Mets de l'arsenic dans ton verre, misérable ; mais n'empoisonne pas la fontaine où tes frères vont puiser.

A plus forte raison est-il coupable celui qui vend des hommes comme des bestiaux, comme des blés;

celui qui paie un nègre comme il paierait une canne à sucre. Il est incroyable que, malgré les saintes leçons du christianisme et les progrès de la civilisation, cette barbare coutume trouve encore des défenseurs, et qu'on ose demander en sa faveur des argumens à la philosophie.

Il y a des hommes, dit-on, qui naissent esclaves ; des hommes que la nature nous donne tels : robustes de corps, et bornés dans leur intelligence, ils semblent destinés au service des habiles.

Qui a fait ce raisonnement? Aristote. Il était Grec et payen : il avait des esclaves. Croyez-vous qu'un négrier, parlant de la traite, en parlerait en philosophe?

Mais, ajoute-t-on, voyez l'Africain ; son organisation annonce l'infériorité de son espèce. Cette face allongée, ce front qui recule et se déprime vers les tempes, ce développement si prononcé de la partie postérieure du crâne, siége des organes qui servent la sensibilité physique, tout cela ne prouve-t-il pas que le nègre est plus destiné aux passions animales qu'aux exercices de l'intelligence; qu'il ressemble plus au lion de ses forêts qu'à l'homme de nos côtes?

Et si nous avions dans nos amphithéâtres quelques crânes de nos aïeux, les Sicambres, les Saliens, les Bructères, croyez-vous que vous y trouveriez ces grands fronts, ces larges tempes dont nous sommes si fiers, nous les enfans d'une longue civilisation? Si au lieu de ces pensées de liberté, de gloire, au lieu de ces bienfaits de science et de génie que la Pro-

vidence développa dans leurs races belliqueuses, la tyrannie romaine, plus énergique qu'elle ne l'était alors, eût apporté dans leurs âmes féroces des idées d'abrutissement et de servitude ; descendans des hordes germaines, aurions-nous des Montesquieu dans notre histoire et des philosophes de dix-huit ans dans nos colléges ?

Nous l'avons dit : les organes qu'on excite sont ceux qui prennent de l'accroissement : faites travailler la pensée de l'enfant au lieu d'exercer ses forces musculaires, et son front grandira, et vous ne lirez plus dans ses sourcils le signe de l'esclavage. Certainement, la race noire est inférieure : la civilisation de l'Afrique est encore dans l'enfance. Mais le devoir de l'Européen, du chrétien surtout, c'est d'aller noblement alimenter ce foyer : si nous blâmons l'indifférence qui le laisse brûler seul, que dirons-nous de la cupidité qui court l'éteindre ?

Nous n'en doutons pas : la race nègre est susceptible de perfectionnement comme la nôtre, comme toutes les races, quelles que soient leurs couleurs, qui peuplent les contrées sauvages de l'Océanie. Qu'il était beau, ce projet de Louis XVI, d'unir au mérite des découvertes lointaines le bienfait d'une amélioration dans l'état des peuplades qu'on allait chercher ! En échange de la science qu'il demandait, c'était la religion, c'était la civilisation et l'humanité qu'il envoyait sur les mers avec Lapeyrouse.

Au lieu de suivre ces projets sublimes, des hommes abrutissent encore, pour leur usage, ceux de leurs

frères qu'ils devraient éclairer : puis, quand ils en ont fait des êtres stupides, « Voyez, disent-ils avec impudence, s'il y a là autre chose que matière à servitude ! »

Et pourtant, est-il une action plus honorable, un devoir plus sacré que d'attirer son semblable à la hauteur où l'on est parvenu? n'est-ce pas en quelque sorte participer au titre de Créateur? Que dirions-nous si au lieu d'élever les sourds-muets au rang d'homme et de chrétien, le vénérable abbé de L'Épée les eût attelés à la charrue?

Laissons-là des sophismes qui révoltent, et répondons à des objections plus spécieuses.

L'esclavage existe, c'est une triste vérité : la morale le réprouve : la civilisation moderne doit tendre à le détruire en tous lieux. Mais faut-il sur le champ proclamer la liberté dans les colonies? Ces hommes abrutis, par un crime sans doute, mais enfin abrutis, faut-il leur mettre en main le plus redoutable de tous les droits, quand on ne sait pas en faire usage? Crierez-vous comme ce démagogue : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe? »

Non, cent fois non : je n'irai pas dire au gardien de la ménagerie : « Lâchez ce tigre; sa nature est l'indépendance, sa demeure les forêts. » On ne remédie pas en un jour au mal que des siècles ont produit. Mais adoucissez l'esclavage; faites-en lentement un état de domesticité volontaire; surtout répandez parmi ceux que vous voulez un jour appeler à la dignité d'homme, les lumières qui la font comprendre,

les vertus qui la décorent. La tâche est aisée, le moyen tout prêt. Vous avez une religion qui tout en consacrant les hiérarchies sociales, l'autorité des lois, celle des supérieurs, la soumission aux puissances, en un mot toutes les inégalités qu'il a plu au Créateur d'établir entre les hommes, pose cependant en principe l'égalité morale de tous, abaisse toutes les têtes sous le joug d'une même loi divine, pénètre tous les cœurs de la même foi, les embrase de la même charité, et fait lever tous les regards vers les mêmes espérances. Ce qu'aucune sagesse humaine ne tenta, n'imagina jamais, parce que les faits humains démentaient toujours le principe, la fraternité entre tous les hommes, le christianisme l'a pris pour base de ses doctrines, de ses préceptes, de ses vertus. Une simple parabole, en expliquant le mot de *prochain*, a pour jamais aboli l'esclavage.

On peut dire encore, on a dit que la servitude était légitimée par l'intérêt de l'esclave; que, s'il est heureux sous l'autorité d'un maître, c'est un crime à ce dernier de lui donner une liberté dont il ne saura pas faire usage, aux dépens d'une vie qui va se trouver compromise, et qui s'écoulait en paix dans l'abondance de toutes choses.

Sans doute; et nous concevons que dans ce cas, le serf libéré redemande ses chaînes. Mais qui vous a dit de l'assassiner? On n'échappe pas à un crime par un autre plus grand; et c'est l'assassiner que lui retirer tout à coup la protection dont il jouissait, pour l'abandonner à lui-même, quand une longue servi-

tude l'a façonné à l'inaction et à l'insouciance. Ce mot : « sois libre, » est alors une amère dérision : il équivaut à celui-ci : « va mourir de faim. »

Sans propriété, l'homme ne peut vivre, et il peut vivre esclave : or, avant tout, il faut vivre.

Respectons donc dans les autres les droits que nous sentons en nous-mêmes : faisons plus; protégeons-les, efforçons-nous d'en favoriser l'exercice. Développons dans nos semblables toutes les puissances qu'une heureuse éducation nous a fait mettre en œuvre : donnons autant que nous avons reçu : c'est le devoir de tout homme, surtout celui du chrétien.

Saint Jean, mourant dans une extrême vieillesse, ne pouvait plus donner qu'un précepte; mais il renfermait toute la morale sociale : « Mes enfans, disait-il d'une voix éteinte ; mes enfans, aimez-vous les uns les autres. »

FIN.